

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2440

[C - 2003/27419]

**10 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la délégation à l'ISSEP de la mission de création d'une plate-forme scientifique « Environnement-Santé »**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par les lois du 8 août 1988, du 12 janvier 1989, du 16 janvier 1989, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu le décret du 9 avril 1998 modifiant le décret du 7 juin 1990 portant création de l'ISSEP, notamment l'article 3, alinéa 2, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres membres du Gouvernement et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2002;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 et, notamment, les articles 49 et 55 à 58;

Vu le décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996, fixant les règles d'évaluation applicables à l'ISSEP, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif au financement de l'ISSEP;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre un plan d'action national « environnement-santé » (NEHAP), suite à la politique de la Santé pour tous en Europe au XXI^e siècle (SANTE 21), adoptée par les Etats membres européens de l'OMS en septembre 1998 et à la Déclaration de la 3^e Conférence ministérielle européenne sur l'Environnement et la Santé (1999);

Considérant la nécessité de décliner ce plan en une liste d'actions régionales « environnement-santé », de définir ses modalités de mise en œuvre pour améliorer la relation « environnement-santé » en Région wallonne;

Considérant que de telles initiatives entrent dans les compétences du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions et du Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Considérant la nécessité d'appuyer cette liste d'actions régionales « environnement-santé » sur les connaissances scientifiques les plus avancées en matière d'environnement et de santé;

Considérant que, pour en assurer la mise en œuvre, il est impératif d'installer une plate-forme scientifique « environnement-santé » pour l'étude et l'évaluation des risques environnementaux;

Considérant que l'ISSEP dispose déjà à la fois des compétences scientifiques et techniques indispensables et d'une expérience certaine en matière d'environnement-santé et est en contact régulier avec l'ensemble des milieux concernés par la matière; qu'il est en effet compétent dans les domaines suivants : ressources du sous-sol et ressources minérales, combustibles et processus énergétiques, environnement et dépollution physico-chimique, normalisation et sécurité technique; que, dans ces différents domaines, il exerce d'ailleurs des missions d'appui scientifique et technique pour la Région et participe activement à de nombreuses commissions nationales et internationales (CCPIE, OCDE, ISO);

Considérant en outre que l'ISSEP est également chargé par le décret du 9 avril 1998 susvisé de l'exploitation des réseaux de surveillance environnementale de la Région; qu'à ce titre, il mesure la teneur en substances polluantes des eaux de surface, de l'air (émissions et immission), ainsi qu'aux abords des CET; que, depuis 2001, il est aussi chargé du prélèvement en continu des émissions de dioxines par les incinérateurs de déchets ménagers,

Arrête :

Article 1^{er}. Objet de la subvention

L'ISSEP appelé ci-après le bénéficiaire est chargé de la mission suivante :

— la mise en œuvre des décisions prises par la Conférence interministérielle de l'environnement élargie à la santé et plus particulièrement les décisions déjà prises lors de la réunion du 2 octobre 2002. Ces décisions sont jointes en annexe 1^{re};

— la préparation d'une liste d'actions « environnement-santé » afin de répondre aux engagements internationaux et nationaux de la Région wallonne tout en tenant compte des spécificités régionales;

— la mise en place d'une plate-forme scientifique « environnement-santé », centre scientifique permanent, pour l'étude, l'évaluation des risques environnementaux, regroupant le bénéficiaire ou tout autre partenaire pouvant justifier d'un apport complémentaire à la démarche.

Le programme de travail de l'arrêté cadre est détaillé en annexe 2 et est précisé dans chaque arrêté annuel de subventionnement.

Art. 2. Justification de la subvention

Lors de la deuxième Conférence européenne sur l'Environnement et la Santé (Helsinki, juin 1994), les Ministres de la Santé et de l'Environnement de l'OMS, conscients de l'impact de l'environnement sur la santé, se sont engagés à élaborer des plans d'action nationaux « environnement-santé ». La troisième conférence des Ministres tenue à Londres en 1999 insiste sur l'urgence de la mise en œuvre de ces programmes pour améliorer l'environnement et la santé au XXI^e siècle.

Il importe donc que la Région wallonne définisse et mette rapidement en œuvre son programme d'une part, en réponse à ses spécificités propres et, d'autre part, en contribuant à l'élaboration du plan fédéral. Le Royaume-Uni et la Bulgarie ont déterminé des lignes directrices pour l'établissement de ces plans, dit NEHAP (National Environmental Health Action Plan), sur lesquelles il est nécessaire de s'appuyer pour définir une stratégie régionale.

La relation entre l'environnement et la santé concerne les différents aspects de la santé humaine et de la qualité de vie, déterminés par les facteurs physiques, biologiques, sociaux et psychologiques, mais réfère aussi aux théories et pratiques de gestion, surveillance et prévention des facteurs environnementaux qui peuvent causer des problèmes néfastes sur la santé des générations actuelles et futures. Dans ce contexte, il est nécessaire de se doter, en Région wallonne, d'une structure rassemblant des savoirs spécialisés afin de garantir une expertise « environnement-santé » coordonnée (mobilisée de façon interdisciplinaire) et capable de fournir aux gestionnaires responsables un savoir-faire.

Suite à la CIMES du 2 octobre 2002, une série d'actions étant à mener, il appartient donc à la Région wallonne de respecter les engagements pris lors de cette réunion.

Art. 3. Durée de la mission

La durée de la mission cadre est fixée à trois ans prenant cours le jour de sa notification au bénéficiaire.

Art. 4. Organisation de la mission - Programme de travail.

Le bénéficiaire abordera les aspects repris à l'article 1 « Objet de la subvention » et détaillés dans l'annexe 2.

La Région s'engage à mettre à la disposition du bénéficiaire les informations et documents qu'elle détient, en relation avec la mission, à charge pour ce dernier d'en assurer la confidentialité, si nécessaire.

Art. 5. Comité de suivi

1. Rôle

A l'initiative de la Région, il est institué un comité de suivi dont le rôle est d'assurer :

- la coordination administrative et le suivi de l'état d'avancement de la mission;
- le respect des objectifs généraux fixés par la mission;
- l'examen et l'acceptation des documents à fournir par le bénéficiaire.

Pour remplir son rôle dans les meilleures conditions au profit de la Région, le comité de suivi dispose des facultés suivantes :

1. définir ou réviser le calendrier des travaux de base;
2. préciser certains points particuliers de la mission décrite à l'annexe 2 qui n'auraient pu être détaillés au stade de son élaboration;
3. inviter toute personne utile au bon déroulement de la mission;
4. définir les possibilités de valorisation des travaux réalisés;
5. décider des modifications budgétaires dans les limites du budget octroyé.

Tout recours à l'une de ces facultés sera préalablement accepté à l'unanimité des membres du comité de suivi.

2. Composition et fonctionnement

Le comité de suivi est composé de :

- 1 représentant du Ministre de l'Environnement;
- 1 représentant de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 1 représentant du Ministre de la Santé;
- 1 représentant de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé;
- 1 représentant du bénéficiaire.

En alternance, tous les six mois, la présidence est assurée par M. C. Delbeuck, Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son représentant et par Mme P. Beka, Directrice générale de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé ou son représentant.

3. Tenue des réunions

Le comité de suivi se réunit à l'initiative du bénéficiaire ou le cas échéant de la Région et au moins une fois tous les deux mois.

4. Convocation et compte-rendu

Le comité de suivi est convoqué par le bénéficiaire, et au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Le secrétariat est assuré par le bénéficiaire qui rédige le compte-rendu des réunions et le transmet dans les quinze jours aux membres du comité de suivi.

Art. 6. Documents à fournir

1. Rapports intermédiaires et final

Le bénéficiaire fait parvenir à chaque membre du comité de suivi, plus 4 exemplaires pour les administrations, un rapport annuellement dans lequel est présenté l'état d'avancement des travaux au terme de la première, de la deuxième et de la troisième année de la mission.

A l'échéance de la mission, le bénéficiaire dépose une version préliminaire du rapport final en autant d'exemplaires qu'il y a de membres du comité de suivi, plus 4 exemplaires pour les administrations.

Après modifications éventuelles souhaitées par le comité de suivi lors de la discussion de la version préliminaire du rapport final, le bénéficiaire dépose un rapport final en autant d'exemplaires qu'il y a de membres au comité de suivi, plus 8 copies supplémentaires. Un exemplaire sera déposé au Service de Documentation et de Communication de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et au Service de Documentation de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

2. Date de remise des rapports et acceptation

La remise du rapport intermédiaire, du draft et du rapport final précède de quinze jours au moins la réunion du comité de suivi.

Les rapports sont commentés en détail aux membres du comité de suivi par le bénéficiaire.

Chaque rapport est accepté par le comité de suivi.

A défaut pour la Région de se prononcer dans un délai de trente jours qui suivent la remise du rapport intermédiaire, son acceptation est réputée acquise.

3. Résumés

Dans un souci d'information via le Réseau Internet, le bénéficiaire fournira simultanément à la remise du rapport final, tant sur support papier que sur support informatique (Acrobat pdf) :

— un résumé en français de deux pages reprenant : l'objet de la mission, la mission confiée au bénéficiaire, la méthodologie développée, les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. Le résumé mentionnera que l'étude a été effectuée pour compte de la Région et financée par elle. Il sera précisé que les données et résultats sont et restent propriété de la Région;

— un résumé en anglais de maximum 1/2 page indiquant au minimum l'objet de la mission, le Service régional commanditaire et les résultats obtenus.

4. Documentation

Une liste de la documentation constituée de livres, revues et normes, acquise dans le cadre de la présente mission par le bénéficiaire sera remise à la Région conjointement au rapport final.

Art. 7. Financement

A titre d'intervention dans la couverture des charges liées à la présente mission, une subvention annuelle est octroyée au bénéficiaire, par chacun des Ministres.

Pour garantir ses obligations dans le cadre de la présente mission, la Région réserve pour la première année la somme de :

— pour le Ministre de l'Environnement : 125.000 EUR à charge de l'article 41.03, division organique 13 du budget de la Région wallonne pour l'année 2003;

— pour le Ministre de la Santé : 125.000 EUR à charge de l'article 41.02 division organique 17 du budget de la Région wallonne pour l'année 2003.

L'octroi des subventions pour les années 2004 et 2005 est conditionné à :

— une évaluation positive par le comité de suivi du travail réalisé antérieurement;

— l'élaboration d'un programme d'activités approuvé par le comité de suivi;

— l'établissement d'un budget prévisionnel approuvé par le comité de suivi.

Art. 8. Modalités de paiements

Les paiements sont exécutés par tranche conformément aux modalités prévues dans les arrêtés de subvention.

La Région se réserve le droit d'exiger, à tout moment, toutes justifications utiles tant en ce qui concerne les prestations que les autres frais.

Les paiements sont effectués dans les 45 jours de la réception de la déclaration de créance régulièrement établie et de tous autres documents exigés dans le cadre de la présente subvention.

Les paiements se font sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable en trois exemplaires, dûment signés.

Le bénéficiaire est tenu de justifier l'emploi de la subvention en communiquant en trois exemplaires au Ministère de la Région wallonne, Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes et en trois exemplaires au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, avenue Gouverneur Bovesse 100, à 5100 Jambes :

a) un état détaillé des dépenses générées par l'activité;

b) les justificatifs des dépenses (copie des fiches de traitement du personnel et des preuves des frais de fonctionnement liés à l'activité), étayés par les preuves de leur paiement.

Les pièces justificatives doivent être regroupées par rubriques et accompagnées d'un relevé récapitulatif reprenant le numéro de chaque pièce, son montant ainsi que les totaux des différentes rubriques.

En ce qui concerne les frais généraux pour lesquels il n'y a pas de facture propre à l'exécution du projet, il y a lieu de produire un décompte des frais généraux relatifs aux activités subsidiées, en précisant leur nature.

Les paiements seront effectués au compte n° 826-0000319-45 ouvert au nom du bénéficiaire.

Art. 9. Propriété des résultats

Toutes les données et tous les documents résultant des travaux exécutés par le bénéficiaire dans le cadre de la présente mission sont et restent propriété de la Région.

Le bénéficiaire conserve la propriété intellectuelle des documents. La Région s'engage à en respecter les droits d'auteur.

Les résultats des travaux pourront être communiqués à des tiers après que le bénéficiaire en ait reçu l'autorisation écrite de la Région ou de son délégué, le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et la Directrice générale de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

Toute communication présentée à l'occasion de colloques ou de journées d'étude, de même que toute publication, même partielle de l'étude, est soumise à l'autorisation préalable et écrite de la Région ou de son délégué, le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et la Directrice générale de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé et mentionnera que celle-ci a été effectuée par le bénéficiaire pour le compte de la Région.

Toute utilisation des résultats par la Région se fera en mentionnant l'identité du bénéficiaire.

Art. 10. Confidentialité - Réserve - Discretion

Le bénéficiaire, en ce compris ses éventuels sous-traitants, s'engage à respecter les règles de la déontologie et du secret professionnel en ce qui concerne les informations relatives à des personnes physiques ou morales, acquises pour les besoins de la mission, ou fortuitement, au cours de l'exécution de la subvention. Les mêmes règles prévalent en ce qui concerne le traitement informatique des données recueillies ou communiquées.

En toute circonstance, le bénéficiaire veille à n'accomplir aucun acte susceptible de porter atteinte aux intérêts de la Région. Il informera ses préposés et les sous-traitants de cette obligation et le fera respecter par eux.

Art. 11. Responsabilités

L'exécution de la présente subvention ne peut en aucune façon entraîner la responsabilité de la Région quant aux dommages aux personnes et aux biens résultant, directement ou indirectement, des activités du bénéficiaire et de sous-traitants éventuels dans le cadre de la subvention.

Le bénéficiaire garantit à cet effet la Région contre toute action en dommages et intérêts intentée par des tiers. Il informe sans délai la Région de tout événement susceptible de nuire à l'exécution de la subvention, en lui fournissant toute précision utile.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE I^e**Décisions de la CIMES du 2 octobre 2002**

1. La CIMES prend acte du document I du NEHAP (DocI-021002-FR.doc) et considère qu'il constitue un état des lieux et un référentiel utile aux différents acteurs dans le domaine des relations entre l'environnement et la santé; le plan a une période de validité de cinq ans.

2. La CIMES adopte le projet de document II du NEHAP (DocII-021002-FR.doc) (Synthèse);

3. La CIMES adopte les recommandations 1, 2 et 3 du projet de document III du NEHAP (DocIII-021002-FR.doc) (Recommandations), ses membres s'engagent à travailler à la réalisation des recommandations 4 à 7 dans le strict respect de leurs compétences;

4. La CIMES adopte le projet d'Accord de coopération Fédéral/Régions/Communautés visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé et demande à ses membres de le soumettre à signature dans les plus brefs délais.

a. En attendant l'entrée en vigueur de cet accord, les missions de la cellule environnement-santé décrites dans les articles 8 à 14 seront exercées par le Groupe Stratégique dont la composition a été établie par la CIMES du 31 janvier 2001;

b. La CIMES, en vue de la mise en œuvre efficiente du présent accord de coopération, invite l'ensemble des administrations de la santé à participer aux réunions du groupe d'experts "environnement-santé" du Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement établis par l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions du 5 avril 1995 concernant la politique internationale de l'environnement.

5. La CIMES prend acte des fiches et du tableau de synthèse réalisés par le groupe stratégique 1.

a. La CIMES reconnaît que celles-ci mettent en évidence divers exemples concrets des recommandations dans le domaine des relations entre l'environnement et la santé. (Cfr Document III).

b. La CIMES demande que la cellule environnement-santé réalise un bilan annuel de la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé.

6. Au vu de la décision prise en janvier 2001 « que l'élaboration des outils d'information soit abordée par le groupe stratégique afin d'assurer une cohérence de l'information » et vu les travaux présentés par ce dernier, la CIMES accepte la création d'un site web portail commun consacré aux relations entre l'environnement et la santé conformément aux dispositions de l'annexe 3.

a. Ce site comportera un lien avec les sites web des différents niveaux de pouvoir impliqués.

b. La CIMES décide d'y mettre uniquement l'ensemble des documents approuvés en CIMES.

7. Au vu des travaux présentés par le groupe stratégique en conformité avec la mission donnée en janvier 2001 « de soumettre à la CIMES des propositions de décision concernant les modalités pratiques de la consultation, participation et information du public »; la CIMES adopte la démarche suivante pour ce qui concerne la consultation des documents II (Synthèse) et III (Recommandations) par les Comités et Conseils consultatifs, les Provinces et Communes, les Commissions parlementaires compétentes ainsi que des acteurs sociétaux :

Cette proposition de décision complète celle de janvier 2001 qui spécifiait que :

« La CIMES, après un premier examen par l'intermédiaire de ses membres, soumettra officiellement pour avis aux Comités consultatifs des différents niveaux de pouvoir impliqués et aux acteurs sociétaux les projets de documents de synthèse, de conclusions et de recommandations. Le Groupe Directeur Santé-Environnement du CCPIE (GDSE) examinera ces avis et les présentera avec son appréciation à la CIMES qui décidera de la suite à donner à ceux-ci; ».

a. Chaque niveau de pouvoir sélectionne les acteurs définis ci-dessus et en informe le Président de la CIMES afin de soumettre officiellement ces deux documents pour avis en novembre 2002;

b. Chaque niveau de pouvoir décide de reprendre ou non dans l'examen des avis, les réponses venant de leurs autres enquêtes publiques;

c. Cette consultation et l'examen des avis se feront conformément aux dispositions de l'annexe 4. La CIMES décidera de la suite et des réponses à donner à ceux-ci ainsi que de l'adoption définitive des documents II et III lors d'une Conférence qui aura lieu en mars 2003;

d. La coordination et le suivi de la mise en œuvre des documents II et III seront évalués conformément aux dispositions de l'accord de coopération;

e. La CIMES décide d'appliquer la clef de répartition de l'accord de coopération quant aux moyens humains et budgétaires à mettre en œuvre;

8. La CIMES réexaminera lors de sa prochaine réunion la question du document IV (dépliant).

RECOMMANDATIONS.

Recommandation 1	Etablir une collaboration fonctionnelle entre les structures existantes de l'environnement et de la santé.
Justification	Le paysage institutionnel belge est fragmenté, ce qui complique la prise de décisions communes nécessaires dans des domaines qui sont par essence même transversaux et trans-frontières. De manière générale, les effets de l'environnement sur la santé sont considérés de façon compartimentée et leur gestion actuelle semble peu adéquate.
Références document I	Chapitres 1 ^{er} et 2.
Mesures proposées	MESURES A COURT TERME
	1. Etablir un Accord de Coopération spécifique sur les relations entre l'environnement et la santé. 2. Mettre en place une cellule environnement-santé, structure de concertation dans le domaine des relations entre l'environnement et la santé, regroupant les acteurs politiques et/ou administratifs (l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés). 3. Mettre en œuvre les mesures détaillées dans les recommandations, pour les domaines où les compétences sont partagées entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés, dans une démarche préventive, mobilisatrice d'emploi et inscrite dans le Développement Durable.

	<p>MESURES A MOYEN TERME</p> <p>4. Développer des liens, des ponts et éventuellement des plate-formes de concertation entre les autorités compétentes et les autres acteurs responsables en matière de santé ou d'environnement (1).</p> <p>MESURES A LONG TERME</p> <p>5. Intégrer les aspects santé et environnement dans l'ensemble des politiques.</p>
Recommandation 2	Développer et gérer des bases de données concernant l'ensemble des aspects environnement-santé.
Justification	Les bases de données existantes mesurent des polluants ou des pathologies. L'exposition et l'impact réel de ces polluants sur la santé globale mais aussi sur le ressenti et le bien-être des individus sont peu investigués à l'heure actuelle. Les données sont souvent obtenues suivant des méthodologies différentes, peu disponibles dans un format exploitable, incomplètes pour l'ensemble du territoire et rarement croisées. Le développement et la gestion de bases de données doivent être compris non seulement comme une collecte d'informations et une analyse mais aussi comme un moyen d'identifier les besoins pour les actions. Le but doit être « des données pour agir » et non un « cimetière de données ».
Références document I	Chapitre 3 et 4.
Mesures proposées	<p>MESURES A COURT TERME</p> <p>1. Faire un état des lieux des bases de données existantes (pertinence, enjeux, état, problèmes).</p> <p>2. Maintenir les bases de données pertinentes en les modifiant si nécessaire en tenant compte de l'état des lieux.</p> <p>MESURES A MOYEN TERME</p> <p>3. Etablir des liens de pertinence et rendre compatibles les différentes bases de données existantes venant de tous les niveaux de pouvoir afin de pouvoir les croiser.</p> <p>4. Développer si nécessaire de nouvelles bases de données en tenant compte de l'état des lieux, des travaux internationaux et européens et des situations régionales et locales.</p> <p>5. Suivre une démarche scientifique dans l'établissement des systèmes de surveillance et des rapports (certification de la qualité des données).</p> <p>MESURES A LONG TERME</p> <p>6. Développer un monitoring intégré environnement-santé comme soutien à la prise de décisions, en incluant, les paramètres de santé et d'environnement, et ceux liés aux lieux de vie et de travail, aux modes de production, de distribution et de consommation, aux groupes d'âges, aux groupes à risques, aux conséquences environnementales des accidents etc.</p>
Recommandation 3	Définir les priorités de recherche sur les relations entre l'environnement et la santé.
Justification	<p>La recherche est une compétence primaire des Régions et de certaines Communautés. Au vu des quelques points soulevés ci-après, et dans la suite de la recommandation précédente relative aux bases de données, cette recommandation permet aux autorités compétentes de développer une approche concertée dans les domaines qu'ils choisiront. La situation d'incertitude caractérise de nombreux problèmes liant l'environnement et la santé. Nous n'avons à l'heure actuelle qu'une vision limitée des effets sur la santé des petites doses de substances polluantes à long terme ainsi que de la manière dont différentes substances peuvent interagir dans le corps humain.</p> <p>L'extrapolation des données de la Médecine du travail ne convient pas toujours pour une population soumise à des expositions de longues durées de cocktails de différentes substances et présentant une sensibilité fonction de l'état de développement, de l'âge et de l'état général de santé. La détermination de certaines normes actuelles est en effet basée sur la notion d'adulte « moyen », sans aucunement prendre en compte la nécessité de protéger certains groupes à risques comme les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes ou certains groupes socio-économiques.</p> <p>Il convient donc en collaboration avec les organismes internationaux de mettre en place des programmes de recherche basés sur l'anticipation des problèmes au travers d'une démarche interdisciplinaire permettant de prendre des mesures préventives.</p> <p>Comme exemples de recherches prioritaires, l'on peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer des indicateurs pour les relations entre l'environnement et la santé en tenant compte de la perception subjective du public de sa qualité de vie (recherche et évaluation). • Développer des méthodologies de mesures spécifiques pour certains domaines qui en sont dépourvus. • Investiguer le domaine des marqueurs pour les relations entre l'environnement et la santé y compris des bio-marqueurs, des marqueurs d'exposition et d'effets. • Analyser l'importance des facteurs comportementaux et liés aux modes de vies - y compris les habitudes alimentaires et la consommation - dans le développement de pathologies.
Références document I	Chapitres 3 et 4.
Mesures proposées	MESURES A COURT TERME

	<p>1. Dresser un inventaire des recherches sur les relations entre l'environnement et la santé au niveau belge (2), européen et international.</p>
	<p>MESURES A MOYEN TERME</p>
	<p>2. Quantifier les conséquences en terme de santé publique (qualité de vie, morbidité,...), d'économie, de société et d'environnement des maladies et symptômes d'origine environnementale.</p> <p>3. Identifier les nouvelles recherches à effectuer sur les relations entre l'environnement et la santé en développant des approches innovantes et sur base de l'inventaire, des développements internationaux et de la quantification des conséquences.</p> <p>4. Intégrer si nécessaire dans les recherches les différents groupes à risque.</p>
	<p>MESURES A LONG TERME</p>
Recommandation 4	Développer une politique de prévention pour les relations entre l'environnement et la santé.
Justification	<p>La prévention est une approche fondamentale face aux problèmes liant l'environnement à la santé. Les mesures préventives s'impliquent dans les autres recommandations relatives aux bases de données, à l'information, aux formations et à l'éducation et sensibilisation.</p> <p>Bonne santé et bien-être exigent un environnement propre et harmonieux dans lequel tous les facteurs physiques, physiologiques, sociaux et esthétiques reçoivent leur juste place. Des efforts intersectoriels coordonnés sont indispensables. Ils devraient privilégier le principe de « mieux vaut prévenir que guérir » (3).</p> <p>En matière d'environnement, le principe de prévention signifie que les dommages environnementaux doivent être évités. La réparation n'est pas une solution à préconiser. En santé, la prévention porte soit sur la promotion de la santé et la prévention de la maladie (prévention primaire), soit sur le dépistage des maladies (prévention secondaire), soit sur la prise en charge de la personne malade pour éviter une aggravation (prévention tertiaire).</p> <p>En agissant sur les déterminants de la santé, on contribue à l'amélioration de la santé. Par ailleurs les stratégies de promotion de la santé peuvent créer et modifier les modes de vie et par conséquent les comportements et les conséquences environnementales qui influencent la santé.</p> <p>Les mesures proposées ci-dessous ciblent des acteurs et des moyens pour détecter et alerter précocement les autorités locales afin de leur permettre de réagir préventivement face à des risques pour la santé liés à une exposition environnementale.</p> <p>Parmi les acteurs concernés nous envisageons aussi la protection civile et les différents services s'occupant de la vérification de l'application des législations (exemple police de l'environnement). Diverses associations jouent également un rôle dans la prévention des maladies liées à des problèmes d'environnement (exemple Fondation pour la prévention des allergies).</p>
Références document I	Voir Chapitre 1 ^{er} .
Mesures proposées	<p>MESURES A COURT TERME</p> <p>1. Suivre les expériences (inter)nationales en matière de prévention sur les relations entre l'environnement et la santé afin de les adapter à la situation locale et régionale ainsi que de convenir de collaborations quand cela s'avère nécessaire.</p> <p>2. Développer les outils nécessaires afin d'utiliser au mieux tous les acteurs de première ligne de la santé et de l'environnement en particulier les médecins généralistes, pharmaciens, infirmières à domiciles, éco-conseillers, associations de quartier, groupes d'entraide... dans la communication d'information à destination de la population d'une part et à destination des structures de décisions d'autre part.</p>
	<p>MESURES A MOYEN TERME</p>
	<p>3. Intégrer l'aspect santé dans la pratique des études d'incidence sur l'environnement.</p> <p>4. Mettre en place un réseau de veille (indicateurs d'exposition et d'effets) réparti d'une part pour couvrir l'ensemble du territoire et d'autre part en fonction notamment des zones à risque potentiel (zones industrielles, villes, écoles...)</p>
	<p>MESURES A LONG TERME</p>
	<p>5. Prévoir les mécanismes adéquats pour la reconnaissance et la prise en compte des prestations et des actes techniques de prévention effectués par différents acteurs sur les relations entre l'environnement et la santé.</p> <p>6. Hiérarchiser les actions et mesures à prendre en environnement-santé par rapport à la gravité des effets, aux synergies et au cumul des expositions.</p> <p>7. Réduire voire éliminer la contamination de l'environnement afin de minimiser les conséquences sur la santé.</p>

Recommandation 5	Communiquer sur les relations entre l'environnement et la santé.
Justification	Les incompréhensions proviennent notamment de différences majeures dans la perception des relations entre l'environnement et la santé. Une gestion professionnelle de l'information et l'établissement de canaux de communication qui fonctionnent dans les deux sens sont, dans cette optique, importants. D'une part, une diffusion vulgarisée, transparente et franche des connaissances, des lacunes et de la responsabilité de chaque individu est nécessaire; d'autre part, les préoccupations de la population doivent pouvoir remonter jusqu'au niveau de décision adéquat. Il ne s'agit pas uniquement d'éviter l'escalade des conflits mais surtout de fournir une égalité d'accès à une information environnement-santé. L'information est évidemment la matière première nécessaire à un dialogue et à une participation de la population. La Convention d'Aarhus (4) et certaines directives européennes soutiennent également l'information active de la population.
Références document I	Chapitre 4.
Mesures proposées	MESURES A COURT TERME
	1. Identifier, soutenir et développer les réseaux de personnes travaillant sur les relations entre l'environnement et la santé de façon à permettre la diffusion de leurs expériences et la valorisation de leur savoir-faire. 2. Définir les informations à communiquer aux différents publics cibles dans une politique de réponse aux questions, de mise à disposition passive et de diffusion active. 3. Clarifier les compétences et donc les responsabilités de l'ensemble des acteurs concernés vis-à-vis des professionnels et de la population. 4. Diffuser régulièrement et, en cas d'urgence dans un délai adéquat, les informations environnement-santé vers les professionnels de la santé et de l'environnement.
	MESURES A MOYEN TERME
	5. Développer un canal de communication proche de la population en utilisant au maximum les structures existantes pour permettre la récolte, l'analyse et le traitement des plaintes ainsi que la diffusion de l'information environnement-santé.
	MESURES A LONG TERME
Recommandation 6	Soutenir le développement de cours et de formations spécifiques sur les relations entre l'environnement et la santé.
Justification	Les formations proposées combinent peu les problématiques santé et environnement. La nature même des relations entre l'environnement et la santé nécessite pourtant une approche multidisciplinaire. Les publics cibles que sont notamment les professionnels, les travailleurs, les décideurs, les groupes de pressions et les entreprises doivent coopérer pour pouvoir résoudre les problèmes environnement-santé dans une approche considérant outre la santé et l'environnement, le droit, l'aménagement du territoire, l'économie ou la sociologie.
Références document I	Chapitre 4.
Mesures proposées	MESURES A COURT TERME
	MESURES A MOYEN TERME
	1. Développer une meilleure prise en compte des liens environnement-santé dans la médecine (générale, scolaire, du travail,...). 2. Développer un enseignement environnement-santé pour tous les professionnels de la santé et de l'environnement. 3. Intégrer les principes de base environnement-santé dans toutes les formations où des décisions doivent être prises quant aux aspects environnementaux (architectes, urbanistes, juristes, économistes, ingénieurs, métiers du bâtiment dont construction, rénovation et maintenance, de l'alimentation et métiers liés à la terre,...). 4. Instaurer et soutenir les formations complémentaires liant l'environnement et la santé pour les professionnels de l'environnement et de la santé qui doivent pouvoir faire face notamment à des problèmes locaux d'environnement et à des pollutions à l'intérieur des habitations.
	MESURES A LONG TERME
	5. Développer et faire reconnaître des nouveaux métiers en environnement-santé ciblés sur l'aspect inter-disciplinaire et sur l'analyse, gestion et communication du risque.
Recommandation 7	Sensibiliser et éduquer aux relations entre l'environnement et la santé.
Justification	L'autorité publique peut amener les individus à changer leurs habitudes de vie dont leurs modes de productions et de consommations par une éducation et des actions de sensibilisation qui seront d'autant plus efficace qu'elles toucheront un public jeune. C'est la voie par excellence du long terme.
Références document I	Chapitres 3 et 4.
Mesures proposées	MESURES A COURT TERME
	1. Introduire et soutenir dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire la sensibilisation aux liens existants entre l'environnement et la santé et la conscientisation de la responsabilité que chaque individu a dans ces domaines.

	MESURES A MOYEN TERME
	2. Organiser des campagnes de sensibilisation à des problèmes précis liant l'environnement et la santé. 3. Développer l'aspect de réseau en activant et sensibilisant les acteurs institutionnels relais les plus proches de la population (Communes, Provinces, Associations...).4. Développer l'aspect de réseau en activant et sensibilisant les acteurs de première ligne les plus proches de la population en particulier les médecins généralistes, les pharmaciens, les infirmières à domiciles, les éco-conseillers, la police de proximité, les assistants sociaux,...
	MESURES A LONG TERME

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à la délégation à l'ISSeP de la mission de création d'une plate-forme scientifique « Environnement-Santé ».

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

—
Note

- (1) Voir la description en Annexe.
 (2) En ce compris le niveau local, provincial, régional et fédéral.
 (3) Voir Charte européenne sur l'Environnement et la Santé Francfort/main 1989.
 (4) Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

ANNEXE 2

Plate-forme scientifique « Environnement-Santé »

PROGRAMME DE TRAVAIL

Cette annexe décrit le programme de travail de la subvention relative à :

- la mise en œuvre des décisions prises par la Conférence interministérielle de l'environnement élargie à la santé et plus particulièrement les décisions déjà prises lors de la réunion du 2 octobre 2002. Ces décisions sont jointes en annexe 1^{re};
- la préparation d'une liste d'actions « environnement-santé » afin de répondre aux engagements internationaux et nationaux de la Région wallonne tout en tenant compte de ses spécificités;
- la mise en place d'une plate-forme scientifique «environnement-santé», pour l'étude, l'évaluation des risques environnementaux, regroupant le bénéficiaire ou tout autre partenaire pouvant justifier d'un apport complémentaire à la démarche.

1. Mise en œuvre des décisions de la CIMES

Le travail consistera notamment à :

- examiner les avis qui seront remis dans le cadre de la consultation organisée par la Région wallonne sur le NEHAP et remettre un rapport de synthèse;
- participer aux travaux organisés au niveau national visant à adapter les différents documents en vue des futures CIMES en préparant les positions wallonnes en concertation avec les administrations et les cabinets concernés;
- participer aux réunions du groupe d'experts « environnement-santé » mis en place par le niveau fédéral;
- participer à des réunions internationales ayant trait à la problématique « environnement-santé ».

Il s'agit d'une mission permanente s'étendant sur toute la durée de la subvention. Un bilan de la mise en œuvre du NEHAP au niveau de la Région wallonne sera réalisé annuellement. Ce travail sera réalisé à partir de Namur afin d'assurer le lien entre les différentes administrations concernées (DGRNE et DGASS) d'une part et entre ces administrations régionales et le niveau fédéral.

2. Préparation d'une liste d'actions « environnement-santé »

Ce document sera une déclinaison wallonne du NEHAP. Il sera basé sur les recommandations du NEHAP mais tiendra également compte des besoins spécifiques de la Région wallonne.

Le travail consistera notamment à :

- faire l'inventaire des obligations internationales de la Région wallonne en matière de santé environnement et des actions déjà entreprises;
- définir des actions concrètes à mener au niveau wallon pour mettre en œuvre les recommandations du NEHAP dans la limite des compétences des Ministres Foret et Detienne;
- proposer des recommandations thématiques avec des objectifs clairs et précis et des actions permettant de les mettre en œuvre;

- préciser pour chacune des actions les acteurs concernés et les délais de mise en œuvre en distinguant les priorités à court, moyen et long termes;
- estimer les moyens à mettre en œuvre en terme de besoins humains et budgétaires;
- élaborer des indicateurs de suivi;
- participer aux réunions d'information organisées pour faire connaître ce document.

Un projet de table des matières sera fourni après quatre mois et un premier draft sera disponible au plus tard un an après le début de la subvention et un avant-projet complet sera finalisé au plus tard deux ans après le début de la subvention. L'avant-projet reprendra les propositions de la plate-forme en matière d'indicateurs et d'études.

La dernière année sera consacrée à la vulgarisation du document auprès des différents acteurs concernés et à faire connaître les actions déjà réalisées.

3. Plate-forme « environnement-santé »

Les activités de la plate-forme « Environnement-Santé » permettront de développer les structures et les outils permettant la mise en œuvre et l'évolution des actions « environnement-santé ». Elles donneront en outre les éléments nécessaires pour des prises de décision efficaces, socialement et environnementalement acceptables. Elles agiront de manière proactive en portant attention à l'ensemble des problèmes environnementaux.

Le travail consistera à :

- créer une plate-forme « environnement-santé », centre scientifique permanent, pour l'étude, l'évaluation et la communication des risques environnementaux (à réaliser dans un délai de deux mois);
- définir son mode de fonctionnement à long terme et identifier les acteurs pouvant intervenir suivant les actions à entreprendre : institutions publiques, centres de recherches, ONG, industriels, associations professionnelles, individus ou groupes d'individus (dans un délai de huit mois).

Cette plate-forme sera notamment chargée de :

- répondre aux sollicitations des administrations et Cabinets concernés en matière de « environnement-santé »;
- établir une liste de projets d'études scientifiques pertinentes avec une proposition de mise en œuvre, par le recensement des problèmes posés (dans un délai de douze mois);
- proposer des indicateurs « environnement-santé » en se basant sur les travaux internationaux en cette matière (dans un délai de douze mois);
- construire ces indicateurs (inclure une première série d'indicateurs dans le tableau de bord de l'environnement 2004);
- améliorer les techniques et les méthodes d'analyse des données;
- définir des méthodes d'évaluation des risques pour la santé dans des cas spécifiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à la délégation à l'ISSeP de la mission de création d'une plate-forme scientifique « environnement-santé ».

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE 3

Plate-forme scientifique « Environnement-Santé »

BUDGET PREVISIONNEL

Personnel : 3 personnes à temps plein porteuses d'un diplôme universitaire.

Les personnes à recruter seront chargées d'articuler l'approche environnementale et l'approche santé et interviendront dans l'ensemble des missions qui seront surveillées et précisées par le comité de suivi.

- Un chargé de mission universitaire spécialisé en environnement : 180.000 EUR.
- Un chargé de mission universitaire spécialisé en santé (docteur en médecine) : 180.000 EUR.
- Un chargé de mission universitaire possédant des connaissances en informatique et une expérience dans le domaine de la santé ou de l'environnement : 180.000 EUR.

Autres frais (comprenant les frais de fonctionnement et les honoraires aux éventuels sous-traitants dans le cadre de la plate-forme) : 210.000 EUR.

Soit un total de 750.000 EUR sur trois ans

Ou de 250.000 EUR par an.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à la délégation à l'ISSeP de la mission de création d'une plate-forme scientifique « Environnement-Santé ».

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2440

[C — 2003/27419]

**10. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung,
durch den dem ISSeP die Aufgabe übertragen wird, eine wissenschaftliche Plattform
"Umwelt-Gesundheit" zu schaffen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 12. Januar 1989, vom 16. Januar 1989, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten auf die Regionen und Gemeinschaften;

Aufgrund des Dekrets vom 9. April 1998 zur Abänderung des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut Öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region (ISSeP), insbesondere des Artikels 3, Absatz 2, 3°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2002;

Aufgrund der 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere der Artikel 49 und 55bis 58;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über den allgemeinen Ausgabenhaushalt der Wallonischen Region für das Jahr 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 zur Festlegung der auf das "Institut scientifique de Service public" (ISSeP) (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) anwendbaren Veranschlagungsregeln, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 über die Finanzierung des "Institut scientifique de Service public" (I.S.S.e.P.) (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In Erwägung der Notwendigkeit, einen nationalen Aktionsplan "Umwelt-Gesundheit" (NEHAP/National Environmental and Health Action Plan) einzuführen im Hinblick auf das politische Konzept der Gesundheit für alle im 21. Jahrhundert (GESUNDHEIT 21), das von den europäischen Mitgliedstaaten der Weltgesundheitsorganisation (WHO) im September 1998 verabschiedet worden ist, und im Hinblick auf die Erklärung der dritten Europäischen Ministerkonferenz Umwelt und Gesundheit (1999);

In Erwägung der Notwendigkeit, diesen Plan in eine Reihe von regionalen Aktionsmaßnahmen auf dem Gebiet der Umwelt und der Gesundheit aufzugliedern und deren Durchführungsbestimmungen zu definieren, um das Verhältnis "Umwelt-Gesundheit" in der Wallonischen Region zu verbessern;

In der Erwägung, dass der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Gesundheit gehört, für derartige Initiativen verantwortlich sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, diese Liste regionaler Aktionen "Umwelt-Gesundheit" auf die neuesten wissenschaftlichen Erkenntnisse auf dem Gebiet der Umwelt und der Gesundheit zu stützen;

In der Erwägung, dass es zur Verwirklichung dieser Aktionen unerlässlich ist, eine wissenschaftliche Plattform "Umwelt-Gesundheit" für die Studie und die Bewertung der Umweltgefahren zu schaffen;

In der Erwägung, dass das ISSeP bereits sowohl über die unerlässliche wissenschaftliche und technische Sachkenntnis verfügt als auch über eine gewisse Erfahrung auf dem Gebiet der Umwelt und der Gesundheit und des weiteren regelmäßige Kontakte zu allen Beteiligten in diesem Bereich unterhält; dass dieses Institut in folgenden Bereichen zuständig ist: Bodenschätze, Brennstoffe und energetische Vorgänge, Umwelt und physisch-chemische Bekämpfung der Verunreinigung, Normung und technische Sicherheit; dass das Institut zudem in diesen Bereichen für die Region Aufgaben im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Betreuung wahrnimmt und aktiv an zahlreichen nationalen und internationalen Kommissionen beteiligt ist (CCPIE, OECD, ISO);

In der Erwägung, dass das ISSeP ebenfalls im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 9. April 1998 beauftragt worden ist, die Umweltüberwachungsnetze der Region zu verwalten; dass das Institut zu diesem Zweck den Gehalt an Schadstoffen des Oberflächenwassers, der Luft (Emissionen und Immissionen) sowie in der Nähe der technischen Verarbeitungsanlagen misst; dass es seit 2001 ebenfalls die Aufgabe hat, ununterbrochen den Dioxinausstoß der Verbrennungsanlagen für Hausmüll zu analysieren,

Beschließt:

Artikel 1. Gegenstand des Zuschusses

Dem ISSeP, nachstehend der Bezugsberechtigte genannt, wird folgende Aufgabe anvertraut:

— die Verwirklichung der Beschlüsse der gemischten interministeriellen Konferenz Umwelt und Gesundheit und insbesondere der bereits auf der Sitzung am 2. Oktober 2002 getroffenen Beschlüsse. Diese Beschlüsse werden in der Anlage 1 beigefügt;

— die Vorbereitung einer Liste von Aktionen im Bereich Umwelt und Gesundheit, um die internationalen und nationalen Verpflichtungen der Wallonischen Region wahrzunehmen und dabei den regionalen Besonderheiten Rechnung zu tragen;

— die Einführung einer wissenschaftlichen Plattform "Umwelt-Gesundheit" als ständiges wissenschaftliches Zentrum für die Studie und die Bewertung der Umweltgefahren, die den Bezugsberechtigten und jeden weiteren Partner umfasst, der einen Beitrag zu diesem Vorgehen leisten kann.

Das im Rahmen des vorliegenden Erlasses festgelegte Arbeitsprogramm wird in der Anlage 2 erläutert und wird in jedem jährlich gefassten Bezuschussungserlass angeführt.

Art. 2. Rechtfertigung der Bezuschussung

Anlässlich der zweiten Europäischen Konferenz Umwelt und Gesundheit (Helsinki, Juni 1994) haben sich die Minister der Gesundheit und der Umwelt der WHO aufgrund der Erkenntnis, dass die Umwelt sich auf die Gesundheit auswirkt, verpflichtet, nationale Aktionspläne "Umwelt-Gesundheit" auszuarbeiten. Auf der dritten Ministerkonferenz, die 1999 in London stattgefunden hat, ist auf die dringende Notwendigkeit, diese Programme zu verwirklichen, hingewiesen worden, um die Umwelt und die Gesundheit im 21. Jahrhundert zu verbessern.

Es ist daher von Bedeutung, dass die Wallonische Region einerseits ihr Programm definiert und dieses rasch verwirklicht, um somit auf die ihr eigenen Bedingungen einzugehen, und dass sie sich andererseits an der Ausarbeitung des föderalen Plans beteiligt. Das Vereinigte Königreich und Bulgarien haben Richtlinien für die Ausarbeitung dieser Pläne, der sogenannten NEHAP (National Environmental Health Action Plan) ausgearbeitet, die bei der Bestimmung einer regionalen Strategie als Grundlage zu nehmen sind.

Der Zusammenhang zwischen der Umwelt und der Gesundheit betrifft die unterschiedlichen Aspekte der menschlichen Gesundheit und der Lebensqualität, die durch physische, biologische, soziale und psychologische Faktoren beeinflusst werden. Er bezieht sich jedoch auch auf die theoretischen und praktischen Vorgänge zur Verwaltung, Überwachung und Vorbeugung der umweltspezifischen Faktoren, die negative Auswirkungen auf die Gesundheit der heutigen und zukünftigen Generationen haben können. In diesem Kontext ist es notwendig, dass in der wallonischen Region eine Struktur geschaffen wird, innerhalb der alle Fachgebiete vereint werden, um ein koordiniertes Expertenwissen auf dem Gebiet der Umwelt und der Gesundheit (im Rahmen einer fachübergreifenden Mobilisierung) zu gewährleisten und um den verantwortlichen Sachbearbeitern ein Know-how zu vermitteln.

Im Anschluss an die Interministerielle Konferenz vom 2. Oktober 2002 wurden eine Reihe durchzuführender Aktionen bestimmt. Die Wallonische Region hat folglich den auf dieser Konferenz eingegangenen Verpflichtungen nachzukommen.

Art. 3. Dauer der Mission

Die Dauer der Rahmenmission wird auf drei Jahre festgelegt ab dem Tag, an dem der Bezugsberechtigte davon in Kenntnis gesetzt wird.

Art. 4. Organisation der Mission - Arbeitsprogramm

Der Bezugsberechtigte bezieht sich auf die in Artikel 1 "Gegenstand des Zuschusses" angeführten Aspekte, die in der Anlage 2 erläutert werden.

Die Region verpflichtet sich, dem Bezugsberechtigten die Informationen und Dokumente, die sie besitzt und die im Zusammenhang mit der Mission stehen, zur Verfügung zu stellen, wobei der Bezugsberechtigte falls notwendig deren Vertraulichkeit zu gewährleisten hat.

Art. 5. Begleitausschuss

1. Aufgabenbereich

Auf Initiative der Region wird ein Begleitausschuss eingesetzt, mit der Aufgabe, zu gewährleisten:

— dass die Koordination auf Verwaltungsebene gesichert ist und der Entwicklungsstand der Mission überwacht wird;

— dass die in der Mission bestimmten allgemeinen Ziele befolgt werden;

— dass die durch den Bezugsberechtigten vorzulegenden Dokumente geprüft und angenommen werden.

Damit er seine Aufgaben im Dienste der Region unter den bestmöglichen Bedingungen wahrnehmen kann, hat der Begleitausschuss folgende Möglichkeiten:

1. den Zeitplan der Grundarbeiten festzulegen und abzuändern;

2. einzelne besondere Punkte der in der Anlage 2 beschriebenen Mission, die bei deren Ausarbeitung nicht ausführlich erläutert wurden, genauer zu beschreiben;

3. jede Person, die für den reibungslosen Ablauf der Mission hilfreich sein kann, einzuladen;

4. die Möglichkeiten der Aufwertung der durchgeführten Arbeiten zu definieren;

5. im Rahmen der gewährten Haushaltsmittel Abänderungen des Haushalts zu beschließen.

Die Inanspruchnahme dieser Möglichkeiten ist vorab von den Mitgliedern des Begleitausschusses einschließlich anzunehmen.

2. Zusammensetzung und Arbeitsweise

Der Begleitausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1 Vertreter des Ministers der Umwelt;
- 1 Vertreter der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 1 Vertreter des Gesundheitsministers;
- 1 Vertreter der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens;
- 1 Vertreter des Bezugsberechtigten.

Der Vorsitz wird abwechselnd alle sechs Monate wahrgenommen durch Herrn C. Delbeuck, Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinen Vertreter und durch Frau P. Beka, Generaldirektorin der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens oder ihren Vertreter.

3. Versammlungen

Der Begleitausschuss versammelt sich auf Initiative des Bezugsberechtigten oder ggf. der Region und wenigstens einmal alle zwei Monate.

4. Vorladungen und Protokolle

Der Begleitausschuss wird durch den Bezugsberechtigten einberufen und zwar wenigstens 15 Tage vor dem Datum, an dem die Sitzung anberaumt ist.

Der Bezugsberechtigte zeichnet für die Sekretariatsführung verantwortlich und erstellt im Anschluss an die Versammlungen ein Protokoll, das er den Mitgliedern des Begleitausschusses innerhalb von 15 Tagen übermittelt.

Art. 6. Vorzulegende Dokumente

1. Zwischenberichte und Abschlussberichte

Der Bezugsberechtigte übermittelt jedem Mitglied des Begleitausschusses zusätzlich zu den vier Exemplaren, die den Verwaltungen vorbehalten sind, jährlich einen Bericht, in dem der Entwicklungsstand der Arbeiten nach dem ersten, zweiten und dritten Jahr der Mission beschrieben wird.

Am Ende der Mission hinterlegt der Bezugsberechtigte eine vorläufige Fassung des Abschlussberichts in so vielen Exemplaren wie der Begleitausschuss Mitglieder zählt, zusätzlich zu den vier Exemplaren für die Verwaltungen.

Nachdem ggf. die von dem Begleitausschuss gewünschten Abänderungen, die bei der Besprechung der vorläufigen Fassung des Abschlussberichts beantragt wurden, angebracht wurden, hinterlegt der Bezugsberechtigte einen Abschlussbericht in so vielen Exemplaren wie der Begleitausschuss Mitglieder zählt, zusätzlich zu acht weiteren Exemplaren. Ein Exemplar ist in der Dienststelle Dokumentation und Kommunikation der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und eines in der Dienststelle der Dokumentation der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens zu hinterlegen.

2. Fristen für das Hinterlegen der Berichte und Annahme

Der Zwischenbericht, der vorläufige Abschlussbericht und der Abschlussbericht sind jeweils wenigstens 15 Tage vor dem Datum der Versammlung des Begleitausschusses zu übermitteln.

Die Berichte werden durch den Begünstigten für die Mitglieder des Begleitausschusses mit einem ausführlichen Kommentar versehen.

Jeder Bericht wird durch den Begleitausschuss angenommen.

In Ermangelung einer Stellungnahme der Region innerhalb von dreißig Tagen nach der Übermittlung des Zwischenberichts gilt dieser als angenommen.

3. Zusammenfassungen

Um eine Information über das Internet zu gewährleisten, stellt der Bezugsberechtigte bei der Übermittlung des Abschlussberichts sowohl als Druckfassung als auch als elektronische Fassung (Acrobat pdf) folgende Unterlagen zur Verfügung:

— eine zweiseitige Zusammenfassung in französischer Sprache über: das Ziel der Mission, die dem Bezugsberechtigten anvertraute Mission, die angewandte Methodologie, die eingesetzten Mittel und die erzielten Ergebnisse. In dieser Zusammenfassung wird vermerkt, dass die Studie für die Region durchgeführt und von ihr finanziert worden ist. Des Weiteren wird erklärt, dass die Angaben und Ergebnisse Eigentum der Region sind und bleiben;

— eine Zusammenfassung in englischer Sprache von maximal einer halben Seite, in der das Ziel der Mission, die regionale Dienststelle, die diese Mission in Auftrag gegeben hat und die erzielten Ergebnisse angegeben werden.

4. Dokumentation

Eine Liste der verwendeten Dokumentation, bestehend aus Büchern, Zeitschriften, Normen, die der Bezugsberechtigte im Rahmen der vorliegenden Mission erworben hat, wird der Region gemeinsam mit dem Abschlussbericht ausgehändigt.

Art. 7. Finanzierung

Jeder der Minister bewilligt dem Bezugsberechtigten einen jährlichen Zuschuss als Beteiligung an den im Rahmen der vorliegenden Mission entstehenden Ausgaben.

Um ihre Verpflichtungen im Rahmen der vorliegenden Mission gewährleisten zu können, hält die Region für das erste Jahr folgende Beträge bereit:

— für den Umweltminister: 125.000 EUR zu Lasten von Artikel 41.03 des Organisationsbereichs 13 des Haushalts der Wallonischen Region für das Jahr 2003;

— für den Gesundheitsminister: 125.000 EUR zu Lasten von Artikel 41.02 des Organisationsbereichs 17 des Haushalts der Wallonischen Region für das Jahr 2003;

Die Gewährung der Zuschüsse für die Jahre 2004 und 2005 ist abhängig von:

- einer positiven Bewertung der bis dahin ausgeführten Arbeiten durch den Begleitausschuss;
- der Ausarbeitung eines von dem Begleitausschuss angenommenen Tätigkeitsprogramms;
- der Erstellung eines von dem Begleitausschuss angenommenen Haushaltsvoranschlags.

Art. 8. Zahlungsmöglichkeiten

Die Zahlungen werden in Teilbeträgen geleistet gemäß den in den Bezuschussungserlassen bestimmten Modalitäten.

Die Region behält sich das Recht vor, jederzeit alle zweckdienlichen Belege einzufordern, sowohl was die Leistungen als auch die sonstigen Unkosten betrifft.

Die Zahlungen sind innerhalb von 45 Tagen nach Erhalt der ordnungsgemäß erstellten Forderungsanmeldung und aller anderen Dokumente, die im Rahmen der vorliegenden Bezuschussung verlangt werden, zu leisten.

Die Zahlungen geschehen auf Vorlage einer für ehrlich und aufrichtig bescheinigten und ordnungsgemäß unterzeichneten Forderungsanmeldung in dreifacher Ausfertigung.

Der Bezugsberechtigte ist verpflichtet, die Verwendung des Zuschusses zu rechtfertigen, indem er folgende Dokumente in dreifacher Ausfertigung an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes und in dreifacher Ausfertigung an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens, avenue Gouverneur Bovesse 100, in 5100 Jambes übermittelt:

- a) eine ausführliche Aufstellung der durch die Aktivität entstandenen Ausgaben;
- b) die Belege für die Ausgaben (Kopien der Gehaltsauszüge der Personalmitglieder und der Belege für die im Rahmen der Aktivität entstandenen laufenden Kosten), durch Zahlungsbeweise belegt.

Die Belege sind nach Rubriken zu gruppieren und ihnen ist eine zusammenfassende Aufstellung beizufügen, die jeden Beleg durchnummeriert anführt, den betreffenden Betrag sowie die Gesamtbeträge der jeweiligen Rubriken.

Für die allgemeinen Ausgaben, für die keine spezifische Rechnung im Zusammenhang mit der Ausführung des Projekts besteht, ist eine Abrechnung der allgemeinen Ausgaben für die bezuschussten Aktivitäten einzureichen, wobei deren Art anzugeben ist.

Die Zahlungen sind auf das Konto Nr. 826-0000319-45, das auf den Namen des Bezugsberechtigten eröffnet wurde, zu tätigen.

Art. 9. Eigentum der Ergebnisse

Alle Angaben und alle Dokumente, die bei den durch den Bezugsberechtigten im Rahmen der vorliegenden Mission ausgeführten Arbeiten entstehen, sind und bleiben Eigentum der Region.

Der Bezugsberechtigte behält das geistige Eigentum der Dokumente. Die Region verpflichtet sich, die mit diesen Dokumenten verbundenen Urheberrechte zu beachten.

Die Ergebnisse der Arbeiten können Drittpersonen übermittelt werden, nachdem der Bezugsberechtigte dafür die schriftliche Erlaubnis der Region oder ihres Vertreters, des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Generaldirektorin der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens erhalten hat.

Jegliche Kommunikation im Rahmen von Kolloquien oder Studientagungen sowie jegliche Veröffentlichung der Studie - und sei es nur auszugsweise - unterliegt der vorab einzuholenden schriftlichen Erlaubnis der Region oder ihres Vertreters, des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Generaldirektorin der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens, wobei jeweils zu vermerken ist, dass diese Studie durch den Bezugsberechtigten für die Region durchgeführt worden ist.

Bei jeglicher Verwendung der Ergebnisse durch die Region ist die Identität des Bezugsberechtigten anzugeben.

Art. 10. Vertraulichkeit - Zurückhaltung - Diskretion

Der Bezugsberechtigte sowie die ggf. auftretenden Subunternehmer verpflichten sich, die auf dem Gebiet des Pflichtbewusstseins und des Berufsgeheimnisses geltenden Regeln zu beachten, wenn es um Informationen über natürliche und juristische Personen geht, die für die Bedürfnisse der Mission eingeholt wurden oder die im Rahmen der Ausführung des Zuschusses unbeabsichtigt erworben wurden. Diese Bestimmungen sind auch anwendbar auf die elektronische Bearbeitung der eingeholten oder übermittelten Daten.

Unter allen Umständen achtet der Bezugsberechtigte darauf, keine Handlung durchzuführen, durch die die Interessen der Region gefährdet werden könnten. Er informiert seine Bediensteten und die Subunternehmer über diese Verpflichtung und trägt dafür Sorge, dass sie von diesen Personen beachtet wird.

Art. 11. Verantwortung

Die Ausführung des vorliegenden Zuschusses kann in keiner Weise dazu führen, dass die Region für einen Personen oder Gütern zugefügten Schaden, der direkt oder indirekt durch Aktivitäten des Bezugsberechtigten oder der ggf. auftretenden Subunternehmer, die diese im Rahmen der Bezuschussung ausführen, entstanden ist, zur Verantwortung gezogen werden kann.

Der Bezugsberechtigte gewährleistet diesbezüglich, dass die Region nicht im Rahmen einer Schadensersatzklage durch Drittpersonen zur Verantwortung gezogen wird. Er informiert die Region unmittelbar über jedes Ereignis, dass die Ausführung des Zuschusses gefährden kann und übermittelt ihr dabei alle zweckdienlichen Angaben.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

ANLAGE 1

Beschlüsse der GIKUG vom 2. Oktober 2002

1. Die GIKUG nimmt Kenntnis vom Dokument I des NEHAP (DocI-021002-FR.doc) und geht davon aus, dass es eine Bestandsaufnahme und ein nützliches Bezugsdokument für die verschiedenen Akteure im Bereich der Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit bildet. Der Plan hat eine Gültigkeitsdauer von 5 Jahren.

2. Die GIKUG stimmt dem Entwurf zum Dokument II des NEHAP (DocII-021002-FR.doc) (Synthese) zu.

3. Die GIKUG stimmt den Empfehlungen 1, 2 und 3 des Entwurfs zum Dokument III des NEHAP (DocIII-021002-FR.doc) (Empfehlungen) zu. Ihre Mitglieder verpflichten sich, sich um die Umsetzung der Empfehlungen 4 bis 7 unter strenger Einhaltung ihrer Befugnisse zu bemühen.

4. Die GIKUG stimmt dem Entwurf zum Zusammenarbeitsabkommen Föderalstaat/Regionen/Gemeinschaften zur Förderung einer Zusammenarbeit im Bereich der Umwelt und der Gesundheit zu und ersucht ihre Mitglieder, dieses Abkommen unverzüglich zur Unterschrift vorzulegen.

a) In Erwartung des Inkrafttretens dieses Abkommens werden die in Artikeln 8 bis 14 beschriebenen Aufgaben der Zelle Umwelt-Gesundheit durch die strategische Gruppe, deren Zusammensetzung durch die GIKUG am 31/01/2001 festgelegt wurde, wahrgenommen;

b) im Hinblick auf eine wirksame Umsetzung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens fordert die GIKUG die gesamten Gesundheitsverwaltungen auf, den Versammlungen der Expertengruppe "Umwelt-Gesundheit" des Koordinierungsausschusses der internationalen Umweltpolitik, der durch das Kooperationsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen vom 5. April 1995 über die internationale Umweltpolitik eingesetzt worden ist, beizuwohnen.

5. Die GIKUG nimmt Kenntnis von den Merkblättern und der zusammenfassenden Tabelle, die durch die strategische Gruppe I angefertigt worden sind.

a. Die GIKUG stellt fest, dass diese Unterlagen verschiedene konkrete Beispiele zu den Empfehlungen im Bereich der Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit deutlich hervorheben (vgl. Dokument III)

b. Die GIKUG verlangt, dass die Zelle Umwelt-Gesundheit eine jährliche Bilanz der Zusammenarbeit in den Bereichen der Umwelt und der Gesundheit aufstellt.

6. Angesichts des Beschlusses vom Januar 2001, aufgrund dessen "die Ausarbeitung der Informationsinstrumente durch die strategische Gruppe veranlasst werden muss, um eine Kohärenz der Information zu gewährleisten" und auf der Grundlage der durch letztere vorgestellten Arbeiten stimmt die GIKUG der Schaffung eines gemeinsamen Web-Portals zu, das den Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit gemäß den Bestimmungen der Anlage 3 gewidmet ist.

a. Diese Webseite wird einen Link zu den Webseiten der verschiedenen miteinbezogenen Machtebenen enthalten.

b. Die GIKUG beschließt, in dieser Webseite nur diejenigen Dokumente aufzunehmen, die von der GIKUG genehmigt wurden.

7. Angesichts der durch die strategische Gruppe vorgestellten Arbeiten und in Übereinstimmung mit der im Januar 2001 anvertrauten Aufgabe, "der GIKUG die Beschlussvorschläge betreffend die praktischen Modalitäten für die Einsichtnahme, die Beteiligung und die Information des Publikums vorzulegen", nimmt die GIKUG die folgende Vorgehensweise an, was die Einsichtnahme der Dokumente II (Synthese) und III (Empfehlungen) durch die beratenden Ausschüsse und Beiräte, die Provinzen und die Gemeinden, die zuständigen parlamentarischen Kommissionen sowie die gesellschaftlichen Akteure betrifft:

Dieser Beschlussvorschlag ergänzt denjenigen vom Januar 2001, der Folgendes bestimmte:

« Nach einer ersten Prüfung durch ihre Mitglieder wird die GIKUG den beratenden Ausschüssen der verschiedenen miteinbezogenen Machtebenen sowie den gesellschaftlichen Akteuren die Entwürfe zu den Zusammenfassungs-, Schlussfolgerungs- und Empfehlungsdokumenten offiziell zur Begutachtung vorlegen. Die Leitgruppe Gesundheit-Umwelt vom CCPIE (GDSE) wird diese Gutachten überprüfen und diese zusammen mit ihrer Beurteilung der GIKUG vorlegen, die beschließen wird, wie diesen Gutachten Folge geleistet werden wird;»

a. Jede Machtebene wählt die oben bestimmten Akteure aus und benachrichtigt den Vorsitzenden der GIKUG darüber, damit diese beiden Dokumente im November 2002 offiziell zur Begutachtung vorgelegt werden können;

b. Jede Machtebene beschließt, die Überprüfung der Gutachten wieder aufzunehmen oder nicht, auf der Grundlage der Antworten, die aus ihren anderen öffentlichen Untersuchungen stammen;

c. Diese Einsichtnahme und die Überprüfung der Gutachten finden gemäß den Bestimmungen der Anlage 4 statt. Die GIKUG wird beschließen, welche Folge diesen Gutachten zu leisten ist und welche Antworten zu geben sind. Sie befindet ebenfalls über die endgültige Annahme der Dokumente II und III bei einer Konferenz, die im März 2003 stattfinden wird;

d. Die Koordinierung und die Begleitung der Umsetzung der Dokumente II und III werden gemäß den Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens bewertet;

e. Die GIKUG beschließt, den Verteilerschlüssel des Zusammenarbeitsabkommens, was die einzusetzenden menschlichen Mittel und Haushaltsmittel betrifft, anzuwenden;

8. Die GIKUG wird die Frage des Dokuments IV (Faltblatt) bei ihrer nächsten Versammlung wieder überprüfen.

EMPFEHLUNGEN

Empfehlung 1	Eine praxisbezogene Zusammenarbeit zwischen den bestehenden Strukturen im Bereich Umwelt und Gesundheit fördern.
Begründung	Die belgischen Institutionen sind mehrfach aufgeteilt, was die notwendigen gemeinsamen Entscheidungen in Bereichen, die von der Beschaffenheit her selbst transversal oder grenzüberschreitend sind, erschwert. Allgemein kann gesagt werden, dass die Auswirkungen der Umwelt auf die Gesundheit getrennt gefasst werden und ihr derzeitiges Management wenig angemessen zu sein scheint.
Bezugsnahmen Dokument I	Kapitel 1 und 2.
Vorgeschlagene Maßnahmen	<p>KURZFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>1. Ein spezifisches Kooperationsabkommen über die Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit schließen.</p> <p>2. Eine Arbeitsgruppe zum Thema Umwelt und Gesundheit gründen, wobei es sich um eine Konzertierungsstruktur im Bereich der Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit handelt, die sich aus den politischen und bzw. oder administrativen (die föderale Behörde, die Regionen und die Gemeinschaften) Beteiligten zusammensetzt.</p> <p>3. Die in den Empfehlungen aufgelisteten Maßnahmen für die Bereiche anwenden, wo die Befugnisse zwischen der föderalen Behörde, den Regionen und den Gemeinschaften aufgeteilt sind, und zwar unter Berücksichtigung einer präventiven Herangehensweise, die Arbeitsplätze schafft und zum Konzept der nachhaltigen Entwicklung passt.</p> <p>MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>4. Verbindungen, Brückenfunktionen und ggf. Kontaktstellen einrichten zwischen den zuständigen Behörden und den übrigen im Bereich Gesundheit und Umwelt verantwortlichen Führungskräften (5)</p> <p>LANGFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>5. Die Aspekte Gesundheit und Umwelt in die gesamten politischen Vorgänge einbinden.</p>
Empfehlung 2	Datenbanken über die gesamten Aspekte im Bereich Umwelt und Gesundheit ausbauen und verwalten.
Begründung	Die bestehenden Datenbanken messen Schadstoffe oder Pathologien. Es gibt derzeit nur wenige Untersuchungen über die Exposition und die reelle Auswirkung dieser Schadstoffe auf den allgemeinen Gesundheitszustand, aber auch auf das Empfinden und Wohlergehen der Einzelpersonen. Die Angaben werden oftmals anhand von unterschiedlichen Methoden ermittelt, sind kaum in einem nutzbaren Format verfügbar, für das gesamte Staatsgebiet unvollständig und werden selten miteinander verglichen. Die Weiterentwicklung und die Verwaltung von Datenbanken sind nicht nur als ein Zusammentragen von Informationen und eine Analyse zu verstehen, sondern auch als ein Mittel, das es ermöglicht, die Notwendigkeit von Aktionen zu verstehen. Das Ziel besteht darin, über "handlungsorientierte Daten" und keinen "Datenfriedhof" zu verfügen.
Bezugsnahmen Dokument I	Kapitel 3 und 4.
Vorgeschlagene Maßnahmen	<p>KURZFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>1. Eine Bestandsaufnahme der bestehenden Datenbanken erstellen (Zutreffen, Einsatz, Stand, Probleme).</p> <p>2. Die Richtigkeit der Datenbanken gewährleisten, indem sie – falls erforderlich – geändert werden, wobei die Bestandsaufnahme zu berücksichtigen ist.</p> <p>MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN</p>

	<p>3. Sachdienliche Verbindungen herstellen und die unterschiedlichen bestehenden Datenbanken, die von allen Regierungsebenen stammen, kompatibel machen, damit sie miteinander verglichen werden können.</p> <p>4. Falls erforderlich, neue Datenbanken erstellen, indem die Bestandsaufnahme, internationale und europäische Arbeiten sowie regionale und lokale Situationen berücksichtigt werden.</p> <p>5. Bei der Einrichtung von Überwachungssystemen und der Erstellung von Berichten nach einer wissenschaftlichen Herangehensweise vorgehen (Zertifizierung der Qualität der Daten).</p>
	LANGFRISTIGE MASSNAHMEN
	6. Ein integriertes Umwelt-Gesundheit Monitoring als Hilfe bei der Entscheidungsfindung erarbeiten, indem die Parameter für Gesundheit und Umwelt und die Parameter in Zusammenhang mit dem Arbeits- und Wohnort, den Produktions-, Vertriebsverfahren und dem Verbraucherverhalten, den Altersgruppen, den Risikogruppen, den Folgen für die Umwelt bei Unfällen, usw. berücksichtigt werden..
Empfehlung 3	Vorrangige Forschungsaufgaben zu den Zusammenhängen zwischen Umwelt und Gesundheit definieren.
Begründung	<p>Die Forschung ist ein primärer Kompetenzbereich der Regionen und gewisser Gemeinschaften. Im Hinblick auf die nachstehend aufgeworfenen Fragen und auf die vorherige Empfehlung über die Datenbanken, bietet diese Empfehlung den befugten Behörden die Möglichkeit, in den von ihnen gewählten Bereichen, einen konzertierten Ansatz auszuarbeiten.</p> <p>Die ungewisse Situation ist in zahlreichen Problemen wiederzufinden, welche die Umwelt ebenso wie die Gesundheit angehen. Derzeit erkennen wir die gesundheitlichen Folgen kleiner Dosen von langfristig wirkenden Schadstoffen sowie die Art und Weise, in der verschiedene Substanzen im menschlichen Körper wechselwirkend agieren können, nur in begrenztem Maße.</p> <p>Die Extrapolation von Angaben aus dem Bereich der Arbeitsmedizin ist nicht immer angebracht für eine Bevölkerung, die langanhaltenden Belastungen ausgesetzt ist, die auf Mischungen verschiedener Substanzen zurückzuführen sind und eine Anfälligkeit aufweisen, die mit dem Entwicklungsstand, dem Alter und dem allgemeinen Gesundheitszustand zusammenhängt. Die Festlegung gewisser aktueller Normen fußt nämlich auf dem Begriff des «Durchschnitts» erwachsenen, wobei in keiner Weise mit der Notwendigkeit Rechnung getragen wird, gewisse Risikogruppen wie Kinder, ältere Personen, Schwangere oder gewisse sozioökonomische Gruppen zu beschützen.</p> <p>In Zusammenarbeit mit internationalen Organisationen ist es also angemessen, Forschungsprogramme aufzustellen, die auf die Vorwegnahme von Problemen beruhen, und zwar anhand von einer fachübergreifenden Vorgehensweise, die es ermöglicht, Präventivmaßnahmen zu ergreifen.</p> <p>Als Beispiele für vorrangige Forschungsarbeiten wären zu nennen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indikatoren für die Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit ausarbeiten, indem der subjektiven Auffassung der Öffentlichkeit über ihre Lebensqualität Rechnung getragen wird. (Forschung und Bewertung). • Methoden für spezifische Maßnahmen ausarbeiten, und zwar für die Bereiche, in denen diese noch fehlen. • Für die Zusammenhänge zwischen Umwelt und Gesundheit den Bereich der Marker untersuchen, einschließlich der biologischen Marker, der biologischen Marker für Exposition und der Auswirkungsmarker. • Bei der Entwicklung von Pathologien die Bedeutung von Verhaltensfaktoren analysieren, die mit der Lebensweise zusammenhängen - einschließlich der Ernährungs- und Verzehrsgewohnheiten.
Bezugsnahmen Dokument I	Kapitel 3 und 4.
Vorgeschlagene Maßnahmen	<p>KURZFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>1. Auf belgischer (6), europäischer und internationaler Ebene ein Verzeichnis der Untersuchungen über die Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit erstellen.</p> <p>MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>2. Die Folgen der Erkrankungen und Symptome, die auf die Umwelt zurückzuführen sind, in Bezug auf die Volksgesundheit (Lebensqualität, Erkrankungshäufigkeit, usw.), die Wirtschaft, die Gesellschaft und die Umwelt mengenmässig angeben.</p> <p>3. Die neuen Forschungsarbeiten, die in Zusammenhang mit den Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit durchzuführen sind, identifizieren, indem auf Grundlage des Verzeichnisses, internationaler Entwicklungen und der mengenmässigen Erfassung der Auswirkungen neue Herangehensweisen erarbeitet werden.</p> <p>4. Falls erforderlich, die unterschiedlichen Risikogruppen in die Forschungsarbeiten einbeziehen.</p> <p>LANGFRISTIGE MASSNAHMEN</p>
Empfehlung 4	Eine Präventionspolitik für die Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit erarbeiten.

Begründung	<p>Unter Prävention versteht man eine grundlegende Herangehensweise gegenüber Problemen, die gleichzeitig Umwelt und Gesundheit betreffen. Die Präventivmaßnahmen stehen mit den anderen Empfehlungen in Bezug auf Datenbanken, Informationen, Ausbildungslehrgänge sowie Erziehung und Sensibilisierung in Zusammenhang. Eine gute Gesundheit und das Wohlergehen setzen eine saubere und harmonische Umwelt voraus, in der allen physischen, physiologischen, sozialen und ästhetischen Faktoren eine angemessene Stellung zukommt. Koordinierte sektorenübergreifende Anstrengungen sind unentbehrlich. In ihrem Fall dürfte das Prinzip des «Vorbeugen ist besser als Heilen» (7) bevorzugt werden.</p> <p>In Bezug auf die Umwelt bedeutet das Prinzip der Prävention, dass Umweltschäden vermieden werden müssen. Die Sanierung stellt keine Lösung dar, die zu befürworten ist.</p> <p>Im Gesundheitsbereich bezieht die Prävention sich entweder auf die Gesundheitsförderung und die Prävention der Erkrankung (primäre Prävention) oder auf Maßnahmen zur Krankheitsfrüherkennung (sekundäre Prävention) oder aber auf die Betreuung der erkrankten Person zur Verhinderung einer Verschlimmerung (tertiäre Prävention). Indem man auf die Bestimmungsfaktoren der Gesundheit eingeht, trägt man zur Verbesserung des Gesundheitszustands bei. Zudem können die zur Gesundheitsförderung angewandten Strategien Lebensweisen, und folglich umweltbezogene Verhaltensweisen und Auswirkungen, welche die Gesundheit beeinflussen, hervorbringen bzw. ändern.</p> <p>Die nachstehend vorgeschlagenen Maßnahmen gelten für Beteiligte und Mittel zur Aufspürung und frühzeitigen Alarmierung der örtlichen Behörden, um ihnen die Möglichkeit zu bieten, vorbeugend auf diese Gesundheitsrisiken, die in Zusammenhang mit einer Umweltbelastung stehen, zu reagieren.</p> <p>Zu den betreffenden Beteiligten zählen wir auch den Zivilschutz und die verschiedenen Dienststellen, die sich mit der Überprüfung der Anwendung der Gesetzgebungen (Beispiel Umweltpolizei) befassen.</p> <p>Diverse Vereinigungen spielen ebenfalls eine Rolle bei der Vorbeugung von Krankheiten, die auf Umweltprobleme zurückgehen (Beispiel Stiftung für die Vorbeugung von Allergien).</p>
Bezugsnahmen Dokument I	Siehe Kapitel 1.
Vorgeschlagene Maßnahmen	KURZFRISTIGE MASSNAHMEN
	<p>1. Die (inter)nationalen Erfahrungen in Sachen Prävention für die Zusammenhänge zwischen Umwelt und Gesundheit verfolgen, um sie in die lokale und regionale Situation anzupassen sowie sich zur Zusammenarbeit zu entschließen, wenn dies sich als notwendig erweist.</p> <p>2. Die notwendigen Instrumente ausarbeiten, um alle Hauptbeteiligte aus dem Bereich Umwelt und Gesundheit, insbesondere die Allgemeinmediziner, Apotheker, Heimpflegedienste, Ökoberater, Bürgerinitiativen, Selbsthilfegruppen, usw. bestmöglich bei der Weiterleitung von Informationen, die einerseits für die Bevölkerung und andererseits für die Entscheidungsträger bestimmt sind, einzusetzen.</p>
	MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN
	<p>3. Den Aspekt der Gesundheit in die Praxis der Inzidenzstudien über Umwelt einbeziehen.</p> <p>4. Ein Überwachungssystem einrichten (Expositions- und Auswirkungsindikatoren), das derart aufgeteilt ist, dass es einerseits das gesamte Staatsgebiet abdeckt und andererseits gemäß u. a. den potentiellen Risikozonen funktioniert (Industriegebiete, Städte, Schulen, usw.)</p>
	LANGFRISTIGE MASSNAHMEN
	<p>5. Für die Erkennung und Berücksichtigung von technischen Leistungen und Handlungen auf dem Gebiet der Vorbeugung, die von verschiedenen Beteiligten zu den Beziehungen Umwelt und Gesundheit getätigt werden, die angemessenen Verfahren vorsehen.</p> <p>6. Die im Bereich Umwelt und Gesundheit durchzuführenden Aktionen und Maßnahmen im Verhältnis zur Bedrohlichkeit der Auswirkungen, den Synergien und zur Anhäufung von Expositionen hierarchisch ordnen.</p> <p>7. Die Umweltkontaminierung reduzieren und sogar beseitigen, um die Folgen für die Gesundheit möglichst gering zu halten.</p>
Empfehlung 5	Sich über die Beziehungen Umwelt und Gesundheit austauschen

Begründung	Unverständnis entsteht insbesondere durch stark voneinander abweichende Unterschiede in der Auffassung der Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit. Eine professionelle Informationsverwaltung und die Erstellung von Kommunikationsmöglichkeiten, die in beide Richtungen funktionieren, sind in diesem Kontext maßgeblich. Einerseits ist eine Verbreitung der allgemeinverständlichen, transparenten und offenkundigen (Er)Kenntnisse, Mängel und der Verantwortung jedes Einzelnen notwendig, andererseits müssen die Sorgen der Bevölkerung bis zur angemessenen Entscheidungsebene gelangen können. Es geht nicht nur darum, die Eskalation von Konflikten zu vermeiden, sondern vor allem darum, jedem den gleichen Zugriff auf Informationen zum Bereich Umwelt und Gesundheit zu gewährleisten. Informationen sind natürlich unabdingbar für den Dialog und die Beteiligung der Bevölkerung. Die Konvention von Aarhus (8) und gewisse europäische Richtlinien unterstützen ebenfalls die aktive Aufklärungsarbeit der Bevölkerung..
Bezugsnahmen I	Kapitel 4.
Vorgeschlagene Maßnahmen	<p>KURZFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Personengruppen, die an den Beziehungen zwischen der Umwelt und der Gesundheit arbeiten, erkennen, unterstützen und fördern, damit ihre Erfahrungen mitgeteilt und ihr Fachwissen verwertet werden können. 2. Die den verschiedenen Zielgruppen mitzuteilenden Informationen im Zuge einer Politik der Beantwortung von Fragen, der passiven Bereitstellung und der aktiven Verbreitung definieren. 3. Die Befugnisse und somit die Verantwortung der gesamten betroffenen Beteiligten gegenüber den Fachleuten und der Bevölkerung verdeutlichen. 4. Den Fachleuten aus dem Bereich Umwelt und Gesundheit regelmäßig und, im Notfall, innerhalb einer angemessenen Frist, Informationen zu Umwelt und Gesundheit mitteilen. <p>MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Bürgernahe Kommunikationsmittel weiterentwickeln, indem bestehende Strukturen für das Zusammentragen, die Analyse und die Bearbeitung von Beschwerden sowie die Verbreitung von Informationen zu Umwelt und Gesundheit weitestgehend genutzt werden. <p>LANGFRISTIGE MASSNAHMEN</p>
Empfehlung 6	Den Aufbau von fachspezifischen Lehrgängen und Ausbildungskursen über die Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit fördern
Begründung	Die vorgeschlagenen Ausbildungskurse kombinieren die Problemstellungen im Bereich Umwelt und Gesundheit nur in geringem Maße. Die Beschaffenheit der Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit macht eine fachübergreifende Herangehensweise jedoch erforderlich. Die Zielgruppen, darunter die Fachleute, Arbeiter, Entscheidungsträger, Lobbys und die Unternehmen müssen zusammenarbeiten, um in der Lage zu sein, die Probleme im Bereich Umwelt und Gesundheit in einem Ansatz zu lösen, der neben der Umwelt und der Gesundheit dem Recht, der Raumordnung, der Wirtschaft oder der Soziologie Rechnung trägt.
Bezugsnahmen Dokument I	Kapitel 4.
Vorgeschlagene Maßnahmen	<p>KURZFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <p>MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. In der Medizin (Allgemein-, Schul-, Arbeitsmedizin, usw.) die Beziehungen im Bereich Umwelt und Gesundheit verstärkt berücksichtigen. 2. Für alle im Bereich Umwelt und Gesundheit tätigen Fachleute ein auf Umwelt und Gesundheit ausgerichtetes Unterrichtswesen schaffen. 3. Die Grundsätze von Umwelt und Gesundheit in alle Ausbildungskurse eingliedern, wo in Bezug auf Umweltaspekte Entscheidungen getroffen werden müssen (Architekten, Städtebauer, Juristen, Volkswirte, Ingenieure, Bauhandwerker darunter die Bautätigkeit, die Renovierung und die Instandhaltung, gastronomische Berufe, Handwerker, die im Boden arbeiten). 4. Die Zusatzausbildungen, die im Bereich Umwelt und Gesundheit liegen, für die Fachleute aus eben diesem Bereich, die insbesondere in der Lage sein müssen, örtliche Umweltprobleme und In-door Verschmutzungen zu meistern, einführen und fördern.. <p>LANGFRISTIGE MASSNAHMEN</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Im Bereich Umwelt und Gesundheit neue Berufssparten, die auf den fachübergreifenden Aspekt und die Risikoanalyse, -verwaltung und -mitteilung ausgerichtet sind, weiterentwickeln und bekannt machen.
Empfehlung 7	Menschen für die Beziehungen Umwelt und Gesundheit sensibilisieren und erziehen.

Begründung	Die öffentliche Behörde kann Einzelpersonen dazu bewegen, ihre Lebensgewohnheiten, insbesondere ihre Produktions- und ihr Verbraucherverhalten durch Erziehung und Sensibilisierungsaktionen, die umso wirksamer sind, als sie junge Menschen betreffen, zu ändern. Die ist der beste Weg, um langfristig etwas zu bewirken.
Bezugsnahmen Dokument I	Kapitel 3 und 4.
Vorgeschlagene Maßnahmen	KURZFRISTIGE MASSNAHMEN
	1. Im Primar- und Sekundarunterricht des Unterrichtswesens auf die bestehenden Beziehungen zwischen Umwelt und Gesundheit aufmerksam machen und bewusst machen, dass jeder Einzelne in diesen Bereichen Verantwortung trägt.
	MITTELFRISTIGE MASSNAHMEN
	2. Für bestimmte Probleme im Bereich Umwelt und Gesundheit Sensibilisierungskampagnen organisieren. 3. Den Aspekt der Teamarbeit ausbauen, indem die institutionellen Vermittler, die der Bevölkerung am nächsten sind, informiert und sensibilisiert werden (Gemeinden, Provinzen, Vereinigungen, usw.) 4. Den Aspekt des Netzes ausbauen, indem die wichtigsten Beteiligten, die der Bevölkerung am nächsten sind, insbesondere Allgemeinmediziner, Apotheker, Heimpflegedienste, Ökoberater, die nächste Polizeidienststelle und Sozialarbeiter informiert und sensibilisiert werden.
	LANGFRISTIGE MASSNAHMEN

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003, durch den dem ISSeP die Aufgabe übertragen wird, eine wissenschaftliche Plattform "Umwelt-Gesundheit" zu schaffen, beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

—
Note

(5) Siehe der Beschreibung in der Anlage

(6) einschließlich der lokalen, provinziellen, regionalen und föderalen Ebenen

(7) siehe Europäische Umwelt- und Gesundheitscharta Frankfurt/Main 1989

(8) Konvention von Aarhus über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu den Gerichten in Umweltfragen.

—
ANLAGE 2

Wissenschaftliche Plattform «Umwelt-Gesundheit»

ARBEITSPROGRAMM

Diese Anlage beschreibt das Arbeitsprogramm im Rahmen der Bezuschussung für:

- Die Umsetzung der Beschlüsse der gemischten interministeriellen Konferenz Umwelt und Gesundheit und insbesondere der bereits auf der Sitzung vom 2. Oktober 2002 getroffenen Beschlüsse. Diese Beschlüsse werden in der Anlage1 beigefügt.

- Die Vorbereitung einer Liste von Aktionen im Bereich Umwelt und Gesundheit, um die internationalen und nationalen Verpflichtungen der Wallonischen Region wahrzunehmen und dabei den regionalen Besonderheiten Rechnung zu tragen.

- Die Einführung einer wissenschaftlichen Plattform "Umwelt-Gesundheit" als ständiges wissenschaftliches Zentrum für die Studie und die Bewertung der Umweltrisikos, die aus dem Bezugsberechtigten und allen sonstigen Partnern besteht, die einen zusätzlichen Beitrag zu diesem Vorgehen leisten können.

1. Umsetzung der Beschlüsse der GIKUG.

Die Arbeit besteht insbesondere darin:

- die Gutachten, die ihr im Rahmen der durch die Wallonische Region organisierten Konsultierung über das NEHAP vorgelegt werden, zu überprüfen und einen zusammenfassenden Bericht abzugeben;

— an den auf nationaler Ebene organisierten Arbeiten zur Anpassung der verschiedenen Dokumente im Hinblick auf die zukünftigen GIKUG teilzunehmen, wobei die wallonischen Stellungnahmen in Absprache mit den betroffenen Verwaltungen und Kabinetten vorzubereiten sind;

— an den Versammlungen der auf Föderalebene eingesetzten Expertengruppe "Umwelt-Gesundheit" teilzunehmen;

— an internationalen Versammlungen über die Problematik "Umwelt-Gesundheit" teilzunehmen.

Es handelt sich um eine ständige Aufgabe, die sich auf die gesamte Dauer der Bezuschussung erstreckt. Eine Bilanz der Umsetzung des NEHAP auf Ebene der Wallonischen Region wird jährlich erstellt. Diese Arbeit wird in Namur vorgenommen, um die Verbindung zwischen den verschiedenen betroffenen Verwaltungen (DGRNE und DGASS) einerseits und zwischen diesen Verwaltungen und der Föderalebene andererseits zu gewährleisten.

2. Vorbereitung einer Liste von Aktionen im Bereich der Umwelt und der Gesundheit

Dieses Dokument wird eine wallonische Anpassung des NEHAP sein. Es wird auf den Empfehlungen des NEHAP beruhen aber ebenfalls die spezifischen Bedürfnisse der Wallonischen Region in Betracht nehmen:

Die Arbeit besteht insbesondere aus folgenden Aufgaben:

— Bestandsaufnahme der internationalen Verpflichtungen der Wallonischen Region in Sachen Gesundheit und Umwelt und der bereits durchgeführten Aktionen;

— Festlegung der konkreten Aktionen, die auf wallonischer Ebene durchzuführen sind, um die Empfehlungen des NEHAP innerhalb der Grenzen der Zuständigkeiten von Herrn Minister Foret und Herrn Minister Detienne umzusetzen;

— thematische Empfehlungen mit klaren und genauen Zielen und Vorschlag von Aktionen zu deren Umsetzung;

— Angabe der betroffenen Akteure und der Umsetzungsfristen für jede der Aktionen, wobei die kurz-, mittel- und langfristigen Prioritäten unterschieden werden;

— Einschätzung der einzusetzenden menschlichen und Haushaltsmittel;

— Ausarbeitung von Indikatoren für die Begleitung des Vorhabens;

— Teilnahme an den Informationsversammlungen, die organisiert werden, um dieses Dokument bekannt zu geben.

Ein Entwurf zum Inhaltsverzeichnis wird nach vier Monaten vorgelegt. Ein erster Arbeitsentwurf wird spätestens ein Jahr nach dem Anfang der Bezuschussung verfügbar sein und ein vollständiger Vorentwurf wird spätestens zwei Jahre nach dem Anfang der Bezuschussung abgeschlossen. Im Vorentwurf werden die Vorschläge der Plattform in Sachen Indikatoren und Studien angegeben.

Das letzte Jahr wird der Verbreitung des Dokuments bei den verschiedenen betroffenen Akteuren sowie der Bekanntgabe der schon vorgenommenen Aktionen gewidmet.

3. Plattform "Umwelt-Gesundheit"

Die Tätigkeiten der Plattform "Umwelt-Gesundheit" werden die Weiterentwicklung der Strukturen und Instrumente ermöglichen, die zur Umsetzung und zum Fortschritt der Aktionen "Umwelt-Gesundheit" beitragen. Außerdem werden sie die nötigen Elemente zu einer effizienten, gesellschaftlich sowie ökologisch hinnehmbaren Beschlussfassung liefern. Sie werden proaktiv wirken und den gesamten Umweltproblemen Rechnung tragen.

Die Arbeit umfasst:

— die Bildung einer wissenschaftlichen Plattform "Umwelt-Gesundheit" als ständiges wissenschaftliches Zentrum für die Studie, die Bewertung und die Bekanntgabe von Umweltrisikos (binnen einer Frist von zwei Monaten);

— Festlegung ihrer langfristigen Arbeitsweise zu bestimmen und Identifizierung der Akteure, die je nach den vorzunehmenden Aktionen eingeschaltet werden können: öffentliche Einrichtungen, Forschungszentren, Nicht-Regierungs-Organisationen, Industrieunternehmer, Berufsvereinigungen, einzelne Privatpersonen oder Gruppen von Personen (binnen einer Frist von acht Monaten);

Diese Plattform wird insbesondere damit beauftragt:

— die Anfragen der im Bereich Umwelt und Gesundheit zuständigen Verwaltungen und Kabinette zu beantworten;

— eine Liste von relevanten wissenschaftlichen Studienprojekten zu erstellen, zusammen mit einem Vorschlag zur Durchführung dieser Projekte, und zwar infolge einer Aufstellung der aufgeworfenen Probleme (binnen einer Frist von 12 Monaten);

— "Umwelt-Gesundheit"-Indikatoren auf der Grundlage der einschlägigen internationalen Arbeiten vorzuschlagen (binnen einer Frist von 12 Monaten);

— diese Indikatoren auszuarbeiten (eine erste Reihe von Indikatoren ist in den "Lagebericht der Umwelt 2004" einzufügen);

— die Technik und die Methoden der Datenanalyse zu verbessern;

— die Methoden zur Bewertung der Gesundheitsrisiken in spezifischen Fällen zu bestimmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003, durch den dem ISSeP die Aufgabe übertragen wird, eine wissenschaftliche Plattform "Umwelt-Gesundheit" zu schaffen, beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

ANLAGE 3

Wissenschaftliche Plattform "Umwelt-Gesundheit"

HAUSHALTSVORANSCHLAG

Personal: drei vollzeitbeschäftigte Personen, die Inhaber eines Universitätsdiploms sind.

Die einzustellenden Personen werden damit beauftragt, die Umweltproblematik und die Gesundheitsproblematik auf abgestimmte Weise zu untersuchen. Sie werden sich an den gesamten Aufgaben beteiligen, die durch den Begleitausschuss überwacht und präzisiert werden.

- Ein Beauftragter mit Universitätsabschluss in der Fachrichtung Umwelt: 180.000 Euro
- Ein Beauftragter mit Universitätsabschluss in der Fachrichtung Gesundheit (Doktor der Medizin): 180.000 Euro
- Ein Beauftragter mit Universitätsabschluss mit EDV-Kenntnissen und einer Erfahrung im Bereich der Gesundheit und der Umwelt: 180.000 Euro.

Sonstige Kosten (einschließlich der Betriebskosten und ggf. der Honorare für Subunternehmer im Rahmen der Plattform): 210.000 Euro

d.h. ein Gesamtbetrag von 750.000 EUR über 3 Jahre

oder von 250.000 EUR pro Jahr.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003, durch den dem ISSeP die Aufgabe übertragen wird, eine wissenschaftliche Plattform "Umwelt-Gesundheit" zu schaffen, beigefügt zu werden.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2440

[C — 2003/27419]

10 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegatie aan het ISSeP van de opdracht tot oprichting van een wetenschappelijk platform « Milieu-Gezondheid »

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 12 januari 1989, 16 januari 1989, 16 juli 1993 en 13 juli 2001 houdende overheveling van diverse bevoegdheden naar de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op het decreet van 9 april 1998 tot wijziging van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public (ISSeP) » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2002;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 en, inzonderheid, op de artikelen 49 en 55 tot en met 58;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het jaar 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 tot vaststelling van de schattingsregels toepasselijk op het « Institut scientifique de Service public » (Wetenschappelijk Openbaar Instituut) (ISSeP), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 betreffende de financiering van het « Institut scientifique de Service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) (ISSeP);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een nationaal Milieu-Gezondheidsplan (NEHAP) door te voeren ten gevolge van het « Gezondheid voor allen »-beleid in het Europa van de 21e eeuw (GEZONDHEID 21), goedgekeurd door de Europese lid-Staten van de Wereldgezondheidsorganisatie in september 1998 en van de Verklaring van de derde conferentie van de Europese ministers inzake Milieu en Gezondheid (1999);

Overwegende dat dat plan opgesplitst dient te worden in een lijst gewestelijke milieu-gezondheidsacties, dat de wijze van doorvoering ervan bepaald dient te worden om de verhouding tussen milieu en gezondheid in het Waalse Gewest te verbeteren;

Overwegende dat initiatieven van die aard onder de bevoegdheden ressorteren van de Minister bevoegd voor Leefmilieu én van de Minister bevoegd voor Gezondheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is die lijst gewestelijke milieu-gezondheidsacties te laten steunen op de meest geavanceerde wetenschappelijke kennis inzake milieu en gezondheid;

Overwegende dat de doorvoering ervan de installatie noodzakelijk maakt van een wetenschappelijk platform « milieu-gezondheid » die de milieurisico's bestudeert en evalueert;

Overwegende dat het ISSeP reeds over zowel de onontbeerlijke wetenschappelijke en technische bevoegdheden als over een zekere ervaring inzake milieu-gezondheid beschikt en regelmatig in contact staat met alle bij die aangelegenheid betrokken kringen; dat het weldegelijk bevoegd is voor: bodemrijkdommen en delfstoffen, brandstoffen en energieprocessen, leefmilieu en fysisch-chemische reiniging, normalisering en technische veiligheid; dat het in die verschillende vakgebieden overigens steunopdrachten van wetenschappelijke en technische aard uitvoert voor het Gewest en actief deelneemt aan talrijke nationale en internationale commissies (CCPIE, OESO, ISO);

Overwegende dat het ISSeP daarnaast eveneens bij bovenbedoeld decreet van 9 april 1998 belast is met de uitbating van de netwerken voor milieubewaking van het Gewest; dat het in die hoedanigheid het gehalte aan verontreinigende stoffen in het oppervlaktewater, lucht (emissies en immissies), evenals in de omgeving van de technische ondergravingscentra meet; dat het sinds 2001 eveneens belast is met de monsterneming van de dioxine-emissies door de afvalverbrandingsovens,

Besluit :

Artikel 1. Doel van de subsidie

Het ISSeP, hierna begunstigde genoemd, is belast met volgende opdracht :

— de doorvoering van de beslissingen die getroffen zijn door de interministeriële leefmilieuconferentie, uitgebreid naar gezondheid, en meer bepaald van de beslissingen die reeds getroffen zijn op de vergadering van 2 oktober 2002. Die beslissingen zijn opgenomen in bijlage 1;

— de voorbereiding van een lijst milieu-gezondheidsacties om tegemoet te komen aan de internationale en nationale verbintenissen aangegaan door het Waalse Gewest, waarbij eveneens rekening gehouden wordt met de eigenheid van het Gewest;

— de instelling van een wetenschappelijk platform « milieu-gezondheid », vast wetenschappelijk centrum voor de studie en de evaluatie van de milieurisico's waarin begunstigde of enige ander partner die een aanvullende bijdrage in het proces kan verantwoorden, opgenomen wordt.

Het werkprogramma van het kaderbesluit is in detail opgenomen in bijlage 2 en wordt in elk jaarlijks subsidiebesluit nauwkeurig aangestipt.

Art. 2. Verantwoording van de subsidie

Op de tweede Europese Conferentie over Leefmilieu en Gezondheid (Helsinki, juni 1994) hebben de Ministers van Gezondheid en Leefmilieu van de Wereldgezondheidsorganisatie, in het besef dat het milieu een belangrijke impact heeft op de gezondheid, zich ertoe verbonden nationale milieu-gezondheidsplannen uit te werken. Op de derde ministeriële conferentie die in 1999 in Londen plaatsvond, werd onderstreept dat de doorvoering van die programma's, met het oog op een beter milieu en een betere gezondheid in de 21e eeuw, dringend noodzakelijk is.

Bijgevolg dient het Waalse Gewest, rekening houdend enerzijds met zijn eigenheid en als bijdrage anderzijds tot de uitwerking van het federale plan, zijn programma te bepalen en spoedig door te voeren. De richtsnoeren voor de uitwerking van die plannen, NEHAP genoemd (National Environmental Health Action Plan), die als noodzakelijke basis dienen voor het bepalen van een gewestelijke strategie, zijn door het Verenigd Koninkrijk en Bulgarije uitgewerkt.

Het verband tussen leefmilieu en gezondheid houdt de verschillende aspecten in van de menselijke gezondheid en de levenskwaliteit zoals zij bepaald worden door fysieke, biologische, sociale en psychologische factoren; het houdt eveneens een verwijzing in naar de theorie en de praktijk inzake beheer, bewaking en preventie van milieufactoren die aan de basis kunnen liggen van problemen die de gezondheid kunnen bedreigen van de huidige en de komende generaties. In die context moet het Waalse Gewest een structuur oprichten waarin alle gespecialiseerde kennis gecentraliseerd wordt zodat de deskundigheid inzake milieu-gezondheid op gecoördineerde wijze gewaarborgd wordt, met interdisciplinaire inspraak en de mogelijkheid om de beleidsmensen knowhow ter beschikking te stellen.

Na de interministeriële conferentie ter zake van 2 oktober 2002 is het dus, gezien de verplichting om een reeks acties te ondernemen, de taak van het Waalse Gewest om de op die vergadering aangegeven verbintenissen na te leven.

Art. 3. Duur van de opdracht

De duur van de kaderopdracht is op drie jaar vastgelegd, met ingang van de dag van kennisgeving ervan aan begunstigde.

Art. 4. Organisatie van de opdracht - Werkprogramma

Begunstigde zal ingaan op de aspecten opgenomen in artikel 1, « Doel van de subsidie », en in detail opgenomen in bijlage 2.

Het Gewest verbindt zich ertoe begunstigde de informatie en stukken die in zijn bezit zijn en verband houden met de opdracht, ter beschikking te stellen, waarbij laatstgenoemde indien nodig het vertrouwelijk karakter ervan dient te vrijwaren.

Art. 5. Opvolgingscomité

1. Rol

Op initiatief van het Gewest wordt er een opvolgingscomité opgericht met als rol :

- de administratieve coördinatie en de opvolging van de stand van zaken in de opdracht;
- de inachtneming van de door de opdracht vastgelegde doelstellingen;
- de behandeling en de aanvaarding van de stukken die door begunstigde geleverd dienen te worden.

Om zijn rol in de best mogelijke omstandigheden ten bate van het Gewest te kunnen invullen, geniet het opvolgingscomité volgende rechten :

1. het tijdsplan voor de basiswerkzaamheden bepalen of herzien;
2. sommige bijzondere punten van de opdracht omschreven in bijlage 2 die niet in detail beschreven hadden kunnen worden in de uitwerkingsfase, nader bepalen;
3. elke persoon uitnodigen die van nut kan zijn voor het vlotte verloop van de opdracht;
4. de mogelijkheden bepalen voor de valorisering van de verrichte werkzaamheden;
5. beslissen over begrotingswijzigingen binnen de perken van het toegekende budget.

Om aanspraak te kunnen maken op één van bovenstaande rechten, dient daarmee eenparig door de leden van het opvolgingscomité ingestemd te worden.

2. Samenstelling en werking

Het opvolgingscomité bestaat uit :

- 1 vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu;
- 1 vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- 1 vertegenwoordiger van de Minister van Gezondheid;
- 1 vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid;
- 1 vertegenwoordiger van begunstigde.

Het roterend voorzitterschap wordt om de beurt alle zes maanden waargenomen door de heer C. Delbeuck, directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn vertegenwoordiger en mevr. P. Beka, directeur-generaal van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid of haar vertegenwoordiger.

3. Vergaderingen

Het opvolgingscomité vergadert op initiatief van begunstigde of, in voorkomend geval, van het Gewest, minstens één keer alle twee maanden.

4. Samenroeping en notulering

Het opvolgingscomité wordt door begunstigde samengeroepen, minstens vijftien dagen vóór de datum van de vergadering.

Het secretariaat wordt waargenomen door begunstigde, die de vergaderingen notuleert en de notulen binnen de vijftien dagen overmaakt aan de leden van het opvolgingscomité.

Art. 6. In te dienen stukken

1. Tussentijds en eindverslag

Jaarlijks maakt begunstigde aan elk lid van het opvolgingscomité, samen met vier exemplaren voor de besturen, een verslag over waarin de stand van zaken wordt opgemaakt over de werkzaamheden op het einde van het eerste, het tweede en het derde jaar van de opdracht.

Op het einde van de opdracht dient begunstigde een inleidende versie in van het eindverslag in evenveel exemplaren als er leden zijn in het opvolgingscomité, samen met vier exemplaren voor de besturen.

Na de eventuele wijzigingen op wens van het opvolgingscomité na bespreking van de inleidende versie van het eindverslag te hebben doorgevoerd, dient begunstigde een eindverslag in evenveel exemplaren als er leden zijn in het opvolgingscomité in, samen met acht bijkomende kopieën. Eén exemplaar wordt ingediend bij de Dienst Documentatie en Communicatie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, en een ander bij de Dienst Documentatie van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

2. Datum van overhandiging van de verslagen en aanvaarding

De overhandiging van het tussentijds verslag, van de draftversie en van het eindverslag vindt minstens vijftien dagen vóór de vergadering van het opvolgingscomité plaats.

De verslagen worden van gedetailleerd commentaar voorzien door begunstigde tegenover de leden van het opvolgingscomité.

Elk verslag wordt door het opvolgingscomité aanvaard.

Indien het Gewest zich niet binnen een termijn van dertig dagen na overhandiging van het tussentijds verslag heeft uitgesproken, is de aanvaarding ervan geacht vast te staan.

3. Samenvattingen

Gelijktijdig met de overhandiging van het eindverslag op een papieren en op een elektronische informatiedrager (Acrobat pdf) levert begunstigde met het oog op informatieverstrekking via internet :

— een Franse samenvatting van twee bladzijden met vermelding van het doel van de opdracht, de aan begunstigde vertrouwde opdracht, de gebruikte werkwijze, de ingezette middelen en de behaalde resultaten. In de samenvatting wordt vermeld dat de studie verricht is in opdracht van het Gewest en door het Gewest is gefinancierd. Aangestipt wordt dat gegevens en resultaten eigendom zijn en blijven van het Gewest;

— een Engelse samenvatting van hoogstens een halve bladzijde waarin minstens verwezen wordt naar het doel van de opdracht, naar de gewestelijke dienst die de opdracht daartoe gegeven heeft en de behaalde resultaten.

4. Documentatie

Een documentatielijst bestaande uit boeken, tijdschriften en normen die in het kader van deze opdracht door begunstigde zijn aangekocht, wordt samen met het eindverslag aan het Gewest overhandigd.

Art. 7. Financiering

Als bijdrage in de kosten inherent aan deze opdracht wordt begunstigde door elke Minister een jaarlijkse subsidie toegekend.

Om zijn verplichtingen in het kader van deze opdracht na te komen, reserveert het Gewest voor het eerste jaar het bedrag van :

- voor de Minister van Leefmilieu : 125.000 EUR ten laste van artikel 41.03, organisatieafdeling 13 van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 2003;
- voor de Minister van Gezondheid : 125.000 EUR ten laste van artikel 41.02, organisatieafdeling 17 van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 2003.

Het toekennen van de subsidies voor de jaren 2004 en 2005 is verbonden aan volgende voorwaarden :

- een positieve evaluatie, door het opvolgingscomité, van het voorheen verrichte werk;
- de uitwerking van een door het opvolgingscomité goedgekeurd activiteitenprogramma;
- de vaststelling van een door het opvolgingscomité goedgekeurde voorbegroting.

Art. 8. Betaalwijze

De betalingen worden uitgevoerd per schijf, overeenkomstig de wijze bepaald bij de subsidiebesluiten.

Het Gewest behoudt zich het recht voor om te allen tijde alle nuttige verantwoordingen te eisen zowel wat de prestaties als wat de andere kosten betreft.

De betalingen worden binnen de 45 dagen verricht na ontvangst van de behoorlijk opgestelde schuldvordering en van alle andere in het kader van deze subsidie vereiste stukken.

De betalingen gebeuren op voorlegging van een voor oprecht en waarachtig verklaarde, in drie exemplaren opgemaakte en behoorlijke ondertekende schuldvordering.

Begunstigde wordt ertoe verplicht de aanwending van de subsidie te verantwoorden via mededeling in drie exemplaren aan het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes en in drie exemplaren aan het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, avenue Gouverneur Bovesse 100, te 5100 Jambes, van :

a) een omstandige staat van de door de activiteit teweeggebrachte uitgaven;

b) de stukken ter verantwoording van de uitgaven (afschrift van de loonfiches van het personeel en bewijzen van de met de activiteit verbonden werkingskosten), gestaafd door de daarmee verbonden betaalbewijzen.

De verantwoordingsstukken dienen per rubriek samengebracht te zijn en als bijlage een samenvattende staat met het nummer van elk stuk, diens bedrag en de totalen van de verschillende rubrieken te hebben.

Wat betreft de algemene kosten die geen factuur hebben die eigen is aan de uitvoering van het project, dient een afrekening van de algemene kosten met betrekking tot de gesubsidieerde activiteiten voorgelegd te worden met nauwkeurige vermelding van hun aard.

De betalingen worden verricht op rekening met nummer 826-0000319-45 op naam van begunstigde.

Art. 9. Eigendom van de resultaten

Alle gegevens en alle stukken voortvloeiend uit de werken die door begunstigde zijn uitgevoerd in het kader van deze opdracht zijn en blijven eigendom van het Gewest.

Begunstigde behoudt de intellectuele eigendom van de stukken. Het Gewest verbindt zich ertoe de auteursrechten na te leven.

De resultaten van de werkzaamheden kunnen aan derden medegedeeld worden nadat begunstigde de schriftelijke toestemming van het Gewest of van diens vertegenwoordiger, de directeur-generaal van Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of de directeur-generaal van Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, heeft gekregen.

Elke mededeling die wordt voorgesteld op colloquia of studiedagen, evenals elke zelfs gedeeltelijke publicatie van de studie wordt op voorhand en schriftelijk ter goedkeuring voorgelegd aan het Gewest of diens vertegenwoordiger, de directeur-generaal van Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of de directeur-generaal van Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid en vermeldt dat bedoelde studie door begunstigde in opdracht van het Gewest is verwezenlijkt.

Het gebruik door het Gewest van de resultaten gebeurt met vermelding van de identiteit van begunstigde.

Art. 10. Vertrouwelijkheid - Terughoudendheid - Discretie.

Begunstigde, met inbegrip van diens eventuele onderaannemers, verbindt zich ertoe de regels inzake deontologie en beroepsgeheim na te leven wat betreft de informatie met betrekking tot natuurlijke of rechtspersonen die hij voor de noden van de opdracht dan wel toevallig tijdens de uitvoering van de subsidie verworven heeft. Dezelfde regels gelden wat betreft de elektronische verwerking van de ingezamelde of medegedeelde gegevens.

Ongeacht de omstandigheden waakt begunstigde erover geen enkele handeling te verrichten die de belangen van het Gewest zou kunnen aantasten. Hij licht zijn beambten en onderaannemers over die verplichting in en laat ze door hen naleven.

Art. 11. Verantwoordelijkheden

De uitvoering van deze subsidie kan in geen enkel geval de verantwoordelijkheid van het Gewest met zich brengen wat de schade betreft aan personen en goederen die al dan niet rechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die begunstigde of eventuele onderaannemers in het kader van de subsidie verrichten.

Begunstigde vrijwaart het Gewest daartoe tegen elke door derden ingestelde vordering tot schadevergoeding. Hij licht het Gewest onverwijld in over elke gebeurtenis die de uitvoering van de subsidie zou kunnen schaden door het alle nuttige nadere gegevens te verstrekken.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE I

Beslissingen van de interministeriële conferentie Milieu en Gezondheid (IMCMG) van 2 oktober 2002

1. De IMCMG neemt akte van document I van het NEHAP (DocI-021002-FR.doc) en beschouwt het als een stand van zaken en een nuttig naslagwerk voor de verschillende actoren in het vakgebied « verband tussen milieu en gezondheid »; het plan heeft een geldigheidsperiode van vijf jaar.

2. De IMCMG neemt het project van document II van het NEHAP (DocII-021002-FR.doc) aan (Synthese).

3. De IMCMG neemt de aanbevelingen 1, 2 en 3 van het ontwerp van document III van het NEHAP aan (DocIII-021002-FR.doc) (Aanbevelingen), haar leden verbinden zich ertoe te ijveren voor de verwezenlijking van de aanbevelingen 4 tot en met 7 met strikte inachtneming van hun bevoegdheden.

4. De IMCMG neemt het ontwerp van het samenwerkingsakkoord Federale Overheid/Gewesten/Gemeenschappen aan met het oog op de samenwerking in de vakgebieden milieu en gezondheid en verzoekt zijn leden erom het zo spoedig mogelijk te laten ondertekenen.

a. In afwachting van de inwerkingtreding van dat akkoord worden de opdrachten van de cel milieu-gezondheid omschreven in de artikelen 8 tot en met 14 uitgeoefend door de Strategische Groep waarvan de samenstelling is vastgelegd door de IMCMG van 31/01/2001.

b. De IMCMG nodigt alle openbare gezondheidsbesturen met het oog op een werkzame uitvoering van dit samenwerkingsakkoord ertoe uit deel te nemen aan de vergaderingen van de groep deskundigen inzake milieu-gezondheid van het Coördinatiecomité van het internationale leefmilieubeleid vastgelegd in het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de Gewesten van 05 april 1995 betreffende het internationale leefmilieubeleid.

5. De IMCMG neemt akte van de fiches en de samenvattende tabel die verwezenlijkt zijn door strategische groep 1.

a. De IMCMG erkent dat laatstgenoemde verschillende concrete voorbeelden van aanbevelingen in het vakgebied « verband tussen milieu en gezondheid » geven. (Cf. Document III)

b. De IMCMG vraagt dat de cel milieu-gezondheid een jaarbalans opstelt om de samenwerking in de vakgebieden milieu en gezondheid.

6. Rekening houdend met de in januari 2001 getroffen beslissing « om de uitwerking van de informatie-instrumenten over te laten aan de strategische groep om in een coherente informatieverstrekking te kunnen voorzien » en gelet op de door laatstgenoemde groep voorgestelde werkzaamheden, aanvaardt de IMCMG de oprichting van een gemeenschappelijke portaalsite op het web dat gewijd is aan het verband tussen milieu en gezondheid overeenkomstig de bepalingen van bijlage 3.

a. Op de website wordt een link opgenomen om door te klikken naar de websites van de verschillende daarbij betrokken bestuursniveaus.

b. De IMCMG beslist om enkel alle in de IMCMG goedgekeurde documenten daarop op te nemen.

7. Rekening houdend met de werkzaamheden die de strategische groep voorgesteld heeft conform de in januari 2001 toevertrouwde opdracht « om voorstellen tot beslissing betreffende de praktische modaliteiten voor de raadpleging en deelname van, en informatieverstrekking aan het publiek aan de IMCMG voor te leggen »; zet de IMCMG de volgende stap voor wat betreft de raadpleging van de documenten II (Synthese) en III (Aanbevelingen) door de Adviescomités en -raden, de Provincies en de Gemeenten, de bevoegde parlementaire Commissies, alsmede door de maatschappelijke actoren.

Dat voorstel tot beslissing vult het voorstel van januari 2001 aan, waarin het volgende aangegeven werd :

« De IMCMG zal de ontwerpen van de synthese-, conclusie- en aanbevelingsdocumenten, na een eerste inzage door haar leden, ter advies voorleggen aan de Adviescomités van de verschillende erbij betrokken bestuursniveaus en aan de maatschappelijke actoren. De Stuurgroep Milieu-Gezondheid van het CCPIE (GDSE) zal die adviezen behandelen en ze samen met zijn beoordeling aan de IMCMG voorleggen, waarna de conferentie over het verdere gevolg ervan zal beslissen; »

a. Elk bestuursniveau selecteert bovenstaand omschreven actoren en licht de Voorzitter van de IMCMG daarover in om beide documenten officieel ter advies voor te leggen in november 2002;

b. Elk bestuursniveau beslist om in de behandeling van de adviezen al dan niet de antwoorden over te nemen die van de andere openbare onderzoeken afkomstig zijn;

c. Die raadpleging en de behandeling van de adviezen gebeuren overeenkomstig de bepalingen van bijlage 4. De IMCMG beslist over het verdere gevolg en de antwoorden die daaraan gegeven dienen te worden, evenals over de definitieve goedkeuring van de documenten II en III tijdens een Conferentie die in maart 2003 plaats zal vinden;

d. De coördinatie en de opvolging van de uitvoering van de documenten II en III zullen overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord geëvalueerd worden;

e. De IMCMG beslist de verdeelsleutel van het samenwerkingsakkoord toe te passen wat betreft de menselijke en budgettaire middelen die doorgevoerd dienen te worden;

8. De IMCMG zal tijdens een eerstvolgende vergadering de vraag van document IV (vouwblad) opnieuw behandelen.

AANBEVELINGEN.

Aanbeveling 1	Een functionele samenwerking tussen de bestaande structuren bevoegd voor milieu en gezondheid vastleggen.
Verantwoording	Het Belgische institutionele landschap is veelvuldig opgedeeld, wat het treffen van gemeenschappelijke beslissingen die noodzakelijk zijn in wezenlijk overkoepelende en grensoverschrijdende gebieden bemoeilijkt. In het algemeen wordt de impact van het milieu op de gezondheid in afzonderlijke deelgebieden beschouwd en hun huidige beheer blijkt weinig aangepast te zijn.

Verwijzingen document I	Hoofdstukken 1 en 2.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELEN OP KORTE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Een specifiek samenwerkingsakkoord opstellen over het verband tussen milieu en gezondheid. 2. Een cel milieu-gezondheid instellen, die als overlegstructuur dient voor het verband tussen milieu en gezondheid en waarin de beleids- en/of bestuursactoren (Federale Overheid, Gewesten, Gemeenschappen) bijeenkomen. 3. De in de aanbevelingen uitgediepte maatregelen voor de gebieden waar de bevoegdheden verdeeld zijn tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen, implementeren met een preventieve aanpak die tewerkstelling genereert en in de duurzame ontwikkeling kadert.
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 4. Banden scheppen, evenals bruggen en eventueel overlegplatforms tot stand brengen tussen de bevoegde overheden en de andere actoren die verantwoordelijk zijn voor milieu en gezondheid (1).
	MAATREGELEN OP LANGE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 5. De aspecten gezondheid en milieu in het algemene beleid integreren.
Aanbeveling 2	Gegevensbanken met betrekking tot alle aspecten van milieu-gezondheid tot stand brengen en beheren.
Verantwoording	<p>De bestaande gegevensbanken meten de verontreinigende stoffen en de pathologieën. Er is momenteel nog maar weinig onderzoek verricht naar de blootstelling aan en de reële impact van die verontreinigende stoffen op de globale gezondheid, maar ook naar hoe het individu dat aanvoelt en naar diens welzijn. De gegevens worden meestal verkregen volgens van elkaar verschillende methodologieën die weinig beschikbaar zijn in een bruikbaar formaat; voor het gehele grondgebied zijn ze onvolledig en maar zelden wederzijds bevestigd. De totstandkoming en het beheer van gegevensbanken dienen niet alleen verstaan te worden als een inzameling van inlichtingen en een analyse, maar eveneens als een middel om de behoeften voor die acties te identificeren. Het doel dient te zijn « gegevens om te handelen » en niet « een gegevenskerkhof ».</p>
Verwijzingen document I	Hoofdstukken 3 en 4.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELEN OP KORTE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Een inventaris opmaken van de bestaande gegevensbanken (Relevantie, uitdagingen, stand van zaken, problemen). 2. De gegevensbanken blijvend relevant maken door ze te wijzigen indien nodig rekening houdend met de inventaris.
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 3. Relevante links leggen en ze verenigbaar maken met de verschillende bestaande gegevensbanken afkomstig van alle bestuursniveaus om kruisbestuiving mogelijk te maken. 4. Indien nodig nieuwe gegevensbanken tot stand brengen door rekening te houden met de inventaris, de internationale en Europese werkzaamheden en de gewestelijke en lokale situaties. 5. Een wetenschappelijke aanpak volgen bij het opstellen van de bewakingssystemen en de verslagen (certificering van de kwaliteit van de gegevens).
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<ol style="list-style-type: none"> 6. Een geïntegreerde monitoring inzake milieu-gezondheid tot stand brengen als steun voor het treffen van beslissingen, met inbegrip van de parameters milieu en gezondheid alsook de parameters leef- en werkomgeving, de productie-, distributie- en consumptiewijze, de leeftijdsgroepen, de risicogroepen, de milieugevolgen van ongevallen, enz.

Aanbeveling 3	De prioriteiten vastleggen in het onderzoek naar het verband tussen milieu en gezondheid.
Verantwoording	<p>Onderzoek is een primaire bevoegdheid van de Gewesten en van sommige Gemeenschappen. Ten opzichte van de hierna opgeworpen items en ten gevolge van voorgaande aanbeveling betreffende de gegevensbanken maakt deze aanbeveling het voor de bevoegde overheden mogelijk om een na overleg overeengekomen aanpak tot stand te brengen in de gebieden die ze daarvoor zullen uitkiezen.</p> <p>Onzekerheid overheerst in tal van problemen die verband houden met milieu en gezondheid. Ons inzicht in de impact die geringe dosissen verontreinigende stoffen op lange termijn op onze gezondheid heeft, evenals in de wijze waarop die stoffen in het menselijk lichaam kunnen interageren, is momenteel tamelijk beperkt.</p> <p>Het extrapoleren van gegevens van de bedrijfsgeneeskunde is niet altijd relevant voor bevolkingsgroepen die lange tijd worden blootgesteld aan cocktails van verschillende stoffen en die daarop verschillend reageren al naar gelang van hun wijze van ontwikkeling, hun leeftijd en hun algemene gezondheidstoestand. De bepaling van sommige huidige normen is immers gegrond op het begrip van de « gemiddeld volwassene » zonder ook maar enigszins rekening te houden met de noodzaak om sommige risicogroepen als kinderen, ouderen, zwangere vrouwen of sommige socio-economische groepen te beschermen.</p> <p>In samenwerking met de internationale instellingen dient bijgevolg een onderzoeksprogramma ingesteld te worden dat gegrond is op het voorkomen van de problemen via een interdisciplinaire aanpak die het treffen van preventieve maatregelen mogelijk maakt.</p> <p>Als voorbeelden voor prioritair onderzoekssituaties kunnen gelden :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Het ontwikkelen van indicatoren voor het verband tussen milieu en gezondheid waarbij rekening gehouden wordt met de subjectieve wijze waarop het publiek zijn leefkwaliteit waarneemt (onderzoek en evaluatie). • Het tot stand brengen van meetwijzen die specifiek zijn voor sommige daarvan gespeende vakgebieden. • Onderzoek verrichten in het vakgebied van tracers voor het verband tussen milieu en gezondheid met inbegrip van de biologische merkers, blootstellingsmerkers en effectenmerkers. • Het belang analyseren van gedragsfactoren die verband houden met de leefwijze met inbegrip van de eet- en consumptiegewoonten in het ontstaan van pathologieën.
Verwijzingen document I	Hoofdstukken 3 en 4.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELEN OP KORTE TERMIJN
	1. Een inventaris opmaken inzake het onderzoek naar het verband tussen milieu en gezondheid op Belgisch, Europees en internationaal niveau.
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<p>2. De gevolgen kwantificeren in termen van volksgezondheid (leefkwaliteit, morbiditeit, ...), economie, maatschappij en leefmilieu van ziekten en symptomen van milieu-oorsprong.</p> <p>3. Nieuwe onderzoekssituaties identificeren over het verband tussen milieu en gezondheid door een innoverende aanpak tot stand te brengen en op grond van de inventaris, van de internationale ontwikkelingen en de kwantificering van de gevolgen.</p> <p>4. Indien nodig de verschillende risicogroepen in het onderzoek integreren.</p>
	MAATREGELEN OP LANGE TERMIJN
Aanbeveling 4	Een preventiebeleid tot stand brengen voor het verband tussen milieu en gezondheid.

Verantwoording	<p>Preventie is van fundamenteel belang voor de problemen in verband met milieu en gezondheid. De preventieve maatregelen hebben implicaties in de andere aanbevelingen die betrekking hebben op de gegevensbanken, de informatieverstrekking, de opleidingen en de opvoeding en sensibilisering.</p> <p>Een goede gezondheid en welzijn eisen een schoon en harmonisch milieu waarin alle fysieke, fysiologische, maatschappelijke en esthetische factoren hun eigen plaats bekleden. Gecoördineerde intersectorale inspanningen zijn onontbeerlijk. Zij zouden voorrang moeten geven aan het principe dat « voorkomen beter is dan genezen » (3). Wat leefmilieu betreft, betekent het preventiebeginsel dat de milieuschade voorkomen dient te worden. Herstel is geen voor te stellen oplossing.</p> <p>Op het vlak van gezondheid heeft preventie betrekking op ofwel de gezondheidsbevordering en de ziektepreventie (primaire preventie), ofwel op het opsporen van ziektes (secundaire preventie), ofwel op het behandelen van een zieke persoon om verergering te voorkomen (tertiaire preventie).</p> <p>Door te ageren op de factoren die determinerend zijn voor de gezondheid wordt bijgedragen tot een betere gezondheid. Overigens kunnen de strategieën voor de gezondheidsbevordering leefwijzen doen ontstaan en wijzigen en bijgevolg van belang zijn voor milieuge drag en -gevolgen die van invloed zijn op de gezondheid.</p> <p>De hieronder voorgestelde maatregelen mikken op de actoren en de middelen om vroegtijdig de lokale overheden op te sporen en te verwittigen om hen in de mogelijkheid te stellen om preventief te reageren op de risico's voor de gezondheid die verband houden met blootstelling aan het milieu.</p> <p>Onder de betrokken actoren verstaan wij ook de civiele bescherming en de verschillende diensten die zich bezighouden met de bewaking van de toepassing van de wetgeving (voorbeeld milieupolitie). Verschillende verenigingen spelen eveneens een rol in de preventie van ziektes die verband houden met milieuproblemen (voorbeeld Stichting preventie allergieën).</p>
Verwijzigen document I	Zie Hoofdstuk 1.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELN OP KORTE TERMIJN
	<p>1. De (inter)nationale ervaring(en) inzake preventie over het verband tussen milieu en gezondheid opvolgen om ze aan te passen aan de lokale en gewestelijke toestand, evenals samenwerkingsverbanden overeenkomen indien nodig.</p> <p>2. De instrumenten tot stand brengen die noodzakelijk zijn voor de best mogelijke benutting van de eerstelijnsactoren inzake gezondheid en milieu, meer bepaald de huisartsen, de apothekers, de thuisverplegers, de eco-adviseurs, de buurtverenigingen, de zelfhulpgroepen... in de communicatie van de inlichtingen ten behoeve van de bevolking enerzijds en ten behoeve van de beleidsstructuren anderzijds.</p> <p>MAATREGELN OP MIDDELLANGE TERMIJN</p> <p>3. Het aspect gezondheid integreren in de praktijk van de milieueffectenstudies.</p> <p>4. Een bewakingsnetwerk instellen (indicatoren voor de blootstelling en de effecten) die verspreid zijn enerzijds om het gehele grondgebied te dekken en anderzijds in functie, meer bepaald, van de potentiële risicozones (industriegebieden, steden, scholen...)</p> <p>MAATREGELN OP LANGE TERMIJN</p> <p>5. De gepaste maatregelen bepalen voor de herkenning en het in overweging nemen van de prestaties en de technische handelingen inzake preventie die verricht worden door verschillende actoren op het vlak van het verband tussen milieu en gezondheid.</p> <p>7. Een hiërarchie opstellen in de acties en de maatregelen die getroffen dienen te worden inzake milieu-gezondheid ten opzichte van de graad van ernst van de effecten, van de interactie ervan en de meervoudige blootstellingen.</p> <p>Milieuverontreiniging beperken en zelfs uitschakelen om de gevolgen voor de gezondheid zo klein mogelijk te houden.</p>
Aanbeveling 5	Communiceren over het verband tussen milieu en gezondheid.
Verantwoording	<p>Onbegrip ontstaat uit het grote verschil in perceptie van de verschillende verbanden tussen milieu en gezondheid. Belangrijk zijn in dat opzicht een professioneel beheer van de informatieverstrekking en het instellen van communicatiekanalen die in beide richtingen functioneren. Enerzijds is het noodzakelijk om in een populariserende, doorzichtige en eerlijke verspreiding van de kennis, van het gebrek eraan en van ieders verantwoordelijkheid te voorzien; anderzijds moeten de bekommernissen van de bevolking het gepaste bestuursniveau kunnen bereiken. Het gaat er niet enkel om de escalatie van de conflicten te vermijden, maar ook en vooral eenieder een gelijke toegang tot de milieu-gezondheidsinformatie te verstrekken.</p> <p>De Overeenkomst van Aarhus (4) en sommige Europese richtlijnen steunen eveneens de actieve informatieverstrekking aan de bevolking.</p>
Verwijzigen document I	Hoofdstuk 4.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELN OP KORTE TERMIJN

	<p>1. De netwerken van personen die bezig zijn met het verband tussen milieu en gezondheid identificeren, steunen en ontwikkelen zodat de verspreiding van hun ervaringen en de valorisering van hun knowhow mogelijk worden.</p> <p>2. De informaties bepalen die aan de verschillende doelgroepen gecommuniceerd dienen te worden in het kader van een vraag-en-antwoordbeleid, een passief terbeschikkingstellings- en actief verspreidingsbeleid.</p> <p>3. De bevoegdheden verduidelijken en dus de verantwoordelijkheden van de verschillende betrokken actoren tegenover de beroepsmensen en de bevolking.</p> <p>4. Regelmatig en, bij nood binnen een gepaste termijn, de informaties over milieu-gezondheid verspreiden naar de beroepsmensen inzake milieu-gezondheid toe.</p>
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<p>5. Een communicatiekanaal tot stand brengen dat dicht bij de bevolking staat met maximaal gebruik van de bestaande structuren om de inzameling, de analyse en de behandeling van de klachten en de verspreiding van de informaties over milieu-gezondheid mogelijk te maken.</p>
	MAATREGELEN OP LANGE TERMIJN
Aanbeveling 6	Steun verlenen voor het tot stand brengen van specifieke cursussen en opleidingen over het verband tussen milieu en gezondheid.
Verantwoording	<p>De voorgestelde opleidingen combineren weinig de vraagstukken milieu en gezondheid. De aard zelf van het verband tussen beide vereist evenwel een pluridisciplinaire aanpak. De doelgroepen bestaande, meer bepaald, uit beroepsmensen, werknemers, beleidsmensen, drukkingsgroepen en ondernemingen dienen samen te werken om de problemen inzake milieu en gezondheid te kunnen oplossen in het kader van een aanpak waarbij naast milieu en gezondheid ook het recht, de ruimtelijke ordening, de economie of de sociologie in stelling worden gebracht.</p>
Verwijzingen document I	Hoofdstuk 4.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELEN OP KORTE TERMIJN
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN
	<p>1. Het verband tussen milieu en gezondheid in de geneeskunde tot stand brengen (algemene, school-, arbeidsgeneeskunde,...) beter in overweging laten nemen.</p> <p>2. Een onderwijs in milieu-gezondheid tot stand brengen voor alle beroepsmensen inzake milieu en gezondheid.</p> <p>3. De basisbeginselen inzake milieu-gezondheid integreren in alle opleidingen waar beslissingen getroffen dienen te worden wat de milieu-aspecten betreft (architecten, stedenbouwkundigen, juristen, economen, ingenieurs, beroepen in de bouwsector, w.o. nieuwbouw, renovatie en onderhoud, voedingsberoepen en landbouwberoepen,...)</p> <p>4. De aanvullende opleidingen instellen en steunen in verband met milieu en gezondheid voor de beroepsmensen uit de milieu- en de gezondheidswereld zodat ze meer bepaald plaatselijke milieuproblemen en verontreinigingen in de woongebouwen het hoofd kunnen bieden.</p>
	MAATREGELEN OP LANGE TERMIJN
	<p>5. Nieuwe beroepen ontwikkelen en laten erkennen die verband houden met milieu-gezondheid met als doel het interdisciplinaire aspect en de analyse van, het beheer van en de communicatie over het risico.</p>
Aanbeveling 7	Sensibilisering en opvoeding waarborgen inzake het verband tussen milieu en gezondheid.
Verantwoording	<p>De overheid kan individuen ertoe leiden hun leefgewoontes te wijzigen, waaronder hun productie- en consumptiewijze door opvoeding en sensibiliseringsacties die des te doeltreffender zullen zijn als ze een jongerenpubliek aanspreken. Het ideale middel om in een lange-termijnwerking te voorzien.</p>
Verwijzingen document I	Hoofdstukken 3 en 4.
Voorgestelde maatregelen	MAATREGELEN OP KORTE TERMIJN
	<p>1. De sensibilisering voor de bestaande verbanden tussen milieu en gezondheid, evenals de bewustwording inzake eenieder's verantwoordelijkheid in die aangelegenheden in de schoolprogramma's integreren en steun eraan verlenen.</p>
	MAATREGELEN OP MIDDELLANGE TERMIJN

	<p>2. Het organiseren van sensibiliseringscampagnes voor bepaalde problemen die milieu en gezondheid met elkaar verbinden.</p> <p>3. Het aspect netwerking tot stand brengen door activering en sensibilisering van de institutionele actoren die het dichtst bij de bevolking staan (Gemeenten, Provincies, Verenigingen...).</p> <p>4. Het aspect netwerking tot stand brengen door activering en sensibilisering van de eerstelijnsactoren die het dichtst bij de bevolking staan meer bepaald huisartsen, apothekers, thuisverplegers, eco-adviseurs, buurtpolitie, maatschappelijk assistenten...</p>
	MAATREGELEN OP LANGE TERMIJN

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de delegatie aan het ISSeP van de opdracht tot oprichting van een wetenschappelijk platform « Milieu- Gezondheid »

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

—
Nota

- (1) Zie beschrijving in Bijlage.
- (2) Met inbegrip van het lokale, het provinciale, het gewestelijke en het federale niveau.
- (3) Zie Europees Handvest Leefmilieu en Gezondheid Frankfurt/Main 1989.
- (4) Overeenkomst van Aarhus inzake de toegang tot informatie, participatie van de burger en toegang tot de rechter in milieu-aangelegenheden.

—
BIJLAGE 2

Wetenschappelijk platform « Milieu-Gezondheid »

WERKPROGRAMMA

In deze bijlage wordt het werkprogramma omschreven van de subsidie met betrekking tot :

- de doorvoering van de beslissingen die getroffen zijn door de interministeriële leefmilieuconferentie, uitgebreid naar gezondheid, en meer bepaald van de beslissingen die reeds getroffen zijn tijdens de vergadering van 2 oktober 2002. Die beslissingen zijn opgenomen in bijlage 1;
- de voorbereiding van een lijst milieu-gezondheidsacties om tegemoet te komen aan de internationale en nationale verbintenissen aangegaan door het Waalse Gewest, waarbij eveneens rekening gehouden wordt met het specifiek karakter van het Gewest;
- de instelling van een wetenschappelijk platform « milieu-gezondheid », vast wetenschappelijk centrum voor de studie en de evaluatie van de milieurisico's waarin begunstigde of enige ander partner die een aanvullende bijdrage in het proces kan verantwoorden, opgenomen wordt.

1. Doorvoering van de beslissingen van de IMCMG

Dat werk bestaat er meer bepaald in :

- de adviezen te behandelen die in het kader van de door het Waalse Gewest georganiseerde raadpleging over NEHAP overhandigd zullen worden en een samenvattend verslag over te maken;
- deel te nemen aan de werkzaamheden die georganiseerd worden op nationaal niveau met het oog op de aanpassing van de verschillende documenten ten behoeve van de komende interministeriële conferenties met voorbereiding van de Waalse standpunten in overleg met de betrokken besturen en kabinetten;
- deel te nemen aan de vergaderingen van de groep deskundigen inzake milieu-gezondheid die door de federale overheid is ingesteld;
- deel te nemen aan de internationale vergaderingen die betrekking hebben op de problematiek « milieu-gezondheid ».

Het betreft een vaste opdracht die zich over de gehele duur van de subsidie uitstrekt. Jaarlijks zal de balans worden opgemaakt van de implementering van NEHAP in het Waalse Gewest. Daar wordt vanuit Namen in voorzien, om het verband te vrijwaren enerzijds tussen de verschillende betrokken besturen onderling (Directoraten-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie enerzijds en Sociale Actie en Gezondheid anderzijds) en anderzijds tussen die gewestelijke besturen en de federale overheid.

2. Voorbereiding van een lijst acties « milieu-gezondheid »

Dat document is een aan Wallonië aangepaste versie van het NEHAP. Het document is gegrond op de aanbevelingen van het NEHAP, maar houdt eveneens rekening met de specifieke noden van het Waalse Gewest.

Dat werk bestaat er meer bepaald in :

- de inventaris op te maken van de internationale verplichtingen van het Waalse Gewest inzake milieu-gezondheid en van de reeds ondernomen acties;
- de concrete acties te bepalen die op Waals niveau doorgevoerd dienen te worden om de aanbevelingen van het NEHAP om te zetten, binnen de perken van de bevoegdheden van de HH. Ministers Foret en Detienne;
- thematische aanbevelingen voor te dragen met duidelijke en nauwkeurige doelstellingen en acties waardoor zij uitgevoerd kunnen worden;

- voor elke actie de betrokken actoren nauwkeurig aan te geven en de termijnen te bepalen voor implementering, met onderscheid tussen de prioriteiten op korte, middellange en lange termijn;
- de middelen te evalueren die ingezet dienen te worden wat betreft menselijke en budgetaire middelen;
- opvolgingsindicatoren uit te werken;
- deel te nemen aan de informatievergaderingen die georganiseerd worden om dat document bekend te maken.

Een ontwerp voor de inhoudstafel wordt na vier maanden voorgesteld en eerste draftversie is uiterlijk één jaar na aanvang van de subsidie beschikbaar en een volledig voorontwerp wordt uiterlijk twee jaar na aanvang van de subsidie afgewerkt. In het voorontwerp worden de voorstellen van de platform inzake indicatoren en studies opgenomen.

Het laatste jaar wordt aan de opstelling van een populariserende versie van het document gewijd ten behoeve van de verschillende actoren, evenals aan de communicatie rond de reeds ondernomen acties.

3. Platform « milieu-gezondheid »

De activiteiten van het platform « milieu-gezondheid » zullen de ontwikkeling van de structuren mogelijk maken, en van de instrumenten voor de implementering en de ontwikkeling van de acties inzake milieu-gezondheid. Daarnaast worden de bestanddelen aangegeven die noodzakelijk zijn voor het treffen van doeltreffende en op sociaal en milieuvlak aanvaardbare oplossingen. Het gaat om pro-actief ondernomen activiteiten waarbij aandacht wordt besteed aan alle milieuproblemen samen.

Dat werk bestaat erin :

- een platform « milieu-gezondheid » in te stellen dat een vast wetenschappelijk centrum is voor de studie, de evaluatie van en de communicatie over milieurisico's (door te voeren binnen een termijn van twee maanden);
- diens werkingswijze op lange termijn te bepalen en de actoren te identificeren die tussenbeide zullen kunnen komen volgens de te ondernemen acties : openbare instellingen, onderzoekscentra, NGO's, industriële, beroepsverenigingen, individuen of groepen individuen (binnen een termijn van acht maanden).

Dat platform wordt er meer bepaald mee belast :

- de vragen van de betrokken besturen en kabinetten inzake milieu-gezondheid te beantwoorden;
- een lijst op te stellen met de ontwerpen van wetenschappelijk relevante studies met een voorstel tot implementering door het opstellen van een lijst van de gestelde problemen (binnen een termijn van twaalf maanden);
- indicatoren inzake milieu-gezondheid voor te stellen door zich te baseren op de internationale werkzaamheden in die aangelegenheden (binnen een termijn van twaalf maanden);
- indicatoren uit te bouwen (met inbegrip van een eerste reeks indicatoren in het synoptisch overzicht milieu 2004);
- de technieken te verbeteren en de analysemethodes voor de gegevens;
- de evaluatiemethodes voor de gezondheidsrisico's in bepaalde gevallen te bepalen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de delegatie aan het ISSeP van de opdracht tot oprichting van een wetenschappelijk platform « Milieu-Gezondheid »

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE 3

Wetenschappelijk platform « Milieu-Gezondheid »

VOORBEGROTING

Personeel : drie voltijdse werkrachten met universitair diploma.

De aan te werven personen krijgen als opdracht het verweven van de milieu- en de gezondheidsaanpak en komen tussen beide in alle opdrachten die door het opvolgingscomité bewaakt en aangegeven worden.

- één universitaire opdrachtgelastigde met specialisatie in milieuzaken : 180.000 EUR
- één universitaire opdrachtgelastigde met specialisatie in gezondheidszaken (doctor in de geneeskunde) : 180.000 EUR
- één universitaire opdrachtgelastigde met kennis in informatica en ervaring op het vlak van of milieu of gezondheid : 180.000 EUR

Andere kosten (met inbegrip van de werkingskosten en de honoraria voor de eventuele onderaannemers in het kader van het platform) : 210.000 EUR

Totaal : 750.000 EUR over drie jaar,

Namelijk 250.000 EUR per jaar

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de delegatie aan het ISSeP van de opdracht tot oprichting van een wetenschappelijk platform « Milieu-Gezondheid »

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE